

★ REVUE DE PRESSE ★



AU CINÉMA LE 8 JANVIER

Jour2Fête

Sarah Chazelle & Etienne Ollagnier
sarah.chazelle@jour2fete.com
etienne.ollagnier@jour2fete.com

**Claire Viroulaud
& François Gaboret**

claireviroulaudpresse@gmail.com
assistantclaireviroulaud@gmail.com

★ SOMMAIRE PRESSE PRINT ★

MENSUELS & leurs sites internet

INROCKUPTIBLES (Les)	critique positive	mercredi 8 janv 2025
PREMIÈRE	critique ★ ★ ★	lundi 6 janv 2025

HEBDOMADAIRES & leurs sites internet

CHALLENGES	article sur le film	lundi 6 janv 2025
FICHES DU CINÉMA (Les)	critique ★ ★ ★	mercredi 8 janv 2025
HUMANITÉ MAGAZINE (L')	ITW Yannick	mardi 7 janv 2025
NOUVEL OBS (Le)	critique ★ ★ ★	mercredi 8 janv 2025
PETIT BULLETIN (Le)	critique mitigée	vendredi 3 janv 2025
POLITIS	critique positive	lundi 6 janv 2025
TÉLÉRAMA	critique 2T	lundi 6 janv 2025
TÉLÉRAMA	ITW Fabrice	lundi 6 janv 2025
TRIBUNE DE LYON (La)	critique positive	lundi 6 janv 2025

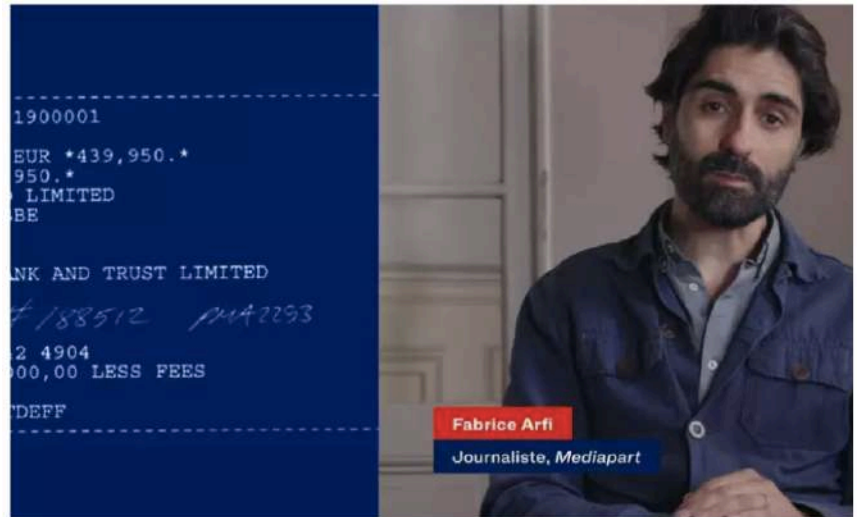
QUOTIDIENS & leurs sites internet

EBRA	ITW équipe	lundi 6 janv 2025
HUMANITÉ (L')	ITW équipe	lundi 6 janv 2025
HUMANITÉ (L')	ITW RS Yannick	lundi 6 janv 2025
LETTRE DE L'AUDIOVISUEL (La)	ITW Yannick	mardi 7 janv 2025
LIBÉRATION	article sur le film	lundi 6 janv 2025
MONDE (Le)	critique positive	mardi 7 janv 2025
MONDE (Le)	mention du film	lundi 6 janv 2025
MONTAGNE (La)	ITW Fabrice	lundi 6 janv 2025
SUD OUEST	critique positive	lundi 6 janv 2025
TÉLÉGRAMME DE BREST (Le)	critique 3/5	mercredi 8 janv 2025

MEN SUELS

ET LEURS SITES WEB

“Personne n’y comprend rien” : un docu “Mediapart” impeccable sur l’affaire Sarkozy-Kadhafi



Coproduit par “Mediapart”, un docu passionnant pour suivre le procès de l’affaire des financements libyens en cours et prendre la mesure de ce qui pourrait être l’une des plus graves affaires d’État de notre histoire contemporaine.

Nicolas Sarkozy, trois de ses anciens ministres et une poignée d’autres visages du dossier sont jugés depuis ce lundi 6 janvier pour “*corruption passive, financement illégal de campagne électorale, association de malfaiteurs et recel de détournement de fonds publics libyens*”. Dans les grandes lignes, l’affaire est connue.

Sarkozy, ministre de l’Intérieur et candidat quasi déclaré à l’élection présidentielle de 2007, aurait rencontré Kadhafi pour négocier un financement occulte de sa campagne, en échange de ses futures bonnes grâces de président élu, le dictateur libyen (et financier du terrorisme) espérant qu’elles l’aideront à se réinsérer dans la diplomatie internationale. Ce que Sarko aurait honoré dans un premier temps, avec une visite officielle (et polémique) du colonel conclue par de juteux contrats, mais pas dans un second, puisque le chef d’État français a été le premier à reconnaître en 2011 la légitimité des rebelles libyens et à enclencher la guerre où le guide suprême a trouvé sa fin.

★ LES INROCKUPTIBLES

Mercredi 8 janvier 2025

Excellente porte d'entrée

Pour entrer dans le détail, il n'y a que l'embarras du choix. L'affaire libyenne frise le marronnier au rayon vulgarisation. La presse rivalise de créations graphiques visant à faire la lumière sur ce grand entrelac d'intermédiaires auquel, comme dit ici le titre (et reprenant une citation de Sarkozy lui-même), personne ne comprend rien. Fabrice Arfi et Karl Laske, le tandem de *Mediapart* à l'origine de toutes les révélations, en sont à un livre (*Avec les compliments du guide*, Fayard, 2017), une bande dessinée (*Sarkozy-Kadhafi, des billets et des bombes*, La Revue dessinée/Delcourt, 2019), et désormais un film – par ordre chronologique de sortie, mais aussi par palier de densité.

Personne n'y comprend rien est une excellente porte d'entrée pour saisir une chose simple : l'effarante solidité des accusations d'Arfi et Laske, et les arguments en papier crépon de Sarkozy, Guéant et consorts – et donc le scandale absolu d'une affaire d'État d'une gravité unique, peut-être encore sous-estimée. La bande dessinée et le livre allaient plus loin dans le détail, notamment de la guerre de 2011 et des mensonges inventés pour la justifier. On ne peut pas tout faire tenir en 1 h 43.

Interview face caméra des journalistes

Confié au monteur-réalisateur Yannick Kergoat, auteur du sulfureux *Les Nouveaux Chiens de garde* (il tire d'ailleurs à nouveau une petite balle perdue sur le monde des médias, supposément tenu au silence par les accointances de ses actionnaires avec le clan Sarkozy – accusation à nuancer, tout de même), *Personne n'y comprend rien* est essentiellement tramé par une interview face caméra des deux journalistes, reconstituant la chronologie du dossier et de ses révélations, illustrée comme il se doit par tout ce qu'il faut d'images d'archives.

★ LES INROCKUPTIBLES

Mercredi 8 janvier 2025

La forme naturelle d'un film dont il serait assez hors sujet d'attendre autre chose : il faut parfois savoir mettre de côté ses penchants cinéphiles pour la singularité et l'invention, reconnaître à certains docu-reportages de grande importance informative et historique leur droit à demeurer des produits de série et à s'abstenir d'un quelconque rendez-vous avec la grandeur esthétique.

Certains y parviennent miraculeusement – on aurait rêvé qu'une interview-révélation de Ziad Takieddine tourne au Citizenfour de Laura Poitras. On s'en passera néanmoins aisément, tout en se demandant, sans mépris aucun, si la place d'un tel travail était vraiment la salle obscure.

Personne n'y comprend rien, de Yannick Kergoat. En salle le 8 janvier.

★ PREMIÈRE

Lundi 6 janvier 2025

Personne n'y comprend rien : un documentaire d'utilité publique [critique]

Fin et malicieux pédagogue, le réalisateur des Nouveaux chiens de garde décrypte les tenants et les aboutissants de l'affaire "Sarkozy-Kadhafi", dont le procès débute aujourd'hui.



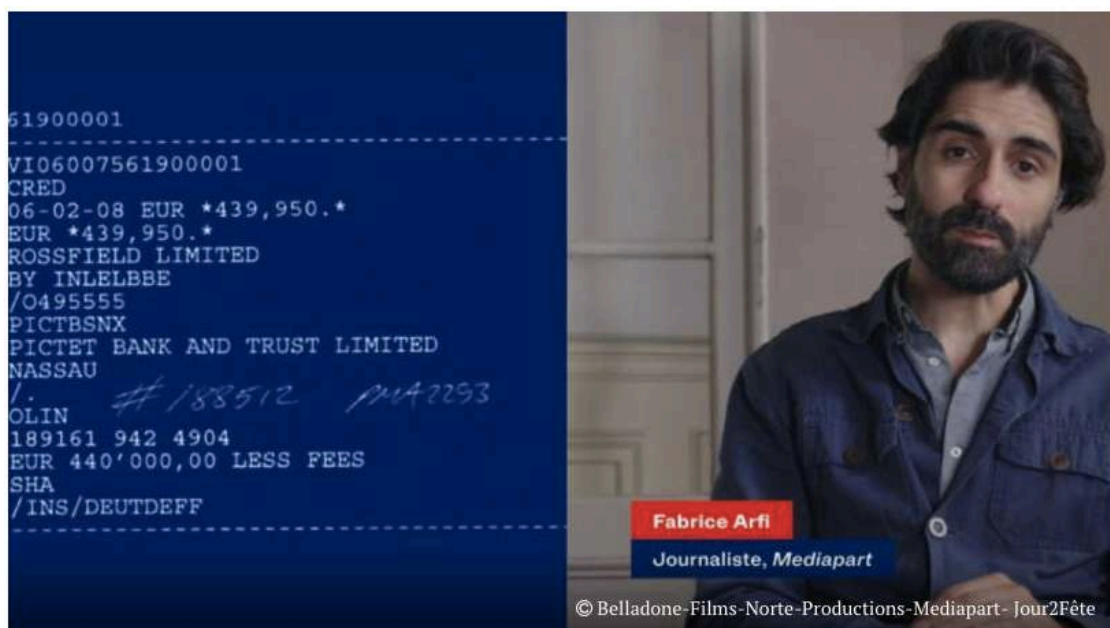
Il vaut parfois mieux tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de parler car certains risquent de vous prendre au mot. La preuve avec ce documentaire de Yannick Kergoat qui s'empare de l'affaire dite des financements libyens – dont le procès s'ouvre aujourd'hui – en partant d'une phrase d'un des principaux accusés – et présumé innocent à ce jour – l'ex- Président Nicolas Sarkozy. Une phrase bravache d'une interview donnée au *Figaro Magazine* en 2023 visant à éteindre l'incendie mais n'a fait, par son arrogance, que rajouter de l'huile sur le feu : « les Français sont bien en peine de résumer ce qu'on me reproche. Personne n'y comprend rien ».

Chiche lui répond donc ici Yannick Kergoat qui a déjà prouvé avec *Les Nouveaux chiens de garde* et *La (Très) grande évasion* son aisance sur le terrain du documentaire politique et sa capacité d'être à la fois extrêmement pédagogique et savoureusement espiègle. En s'appuyant sur l'enquête menée par Mediapart depuis 2011 et la réception d'un mail mystérieux de Ziad Takieddine – intermédiaire qui ne cessera de changer de versions sur les faits au fil des années -, Kergoat remonte donc le temps et donne à voir les différentes pièces du puzzle : de l'affaire Karachi alors qu'Edouard Balladur était Premier Ministre et candidat à la Présidentielle aux revirements de la relation agitée entre Nicolas Sarkozy et Mouammar Khadafi.

★ PREMIÈRE

Lundi 6 janvier 2025

De la réception en grande pompe de ce dernier en décembre 2007 (où le dictateur libyen installa pendant plusieurs jours sa tente dans le parc de l'Hôtel Marigny !) au moment où le Président français le lâchera dans la foulée du Printemps Arabe, participant de fait à sa chute. Le tout sur fond de remontée de flux financiers supposés illégaux et de renvois d'ascenseur permanents puis de règlements de compte entre les deux camps devenus ennemis, où tous les coups semblaient soudain permis. Pour cela, *Personne n'y comprend rien* fait dialoguer images d'archives, échanges téléphoniques entre Sarkozy et Kadhafi que Mediapart a réussi à se procurer et témoignages de gens proches et connaisseurs du dossier racontant par le menu les multiples personnages impliqués dans cette affaire au fil des années : Claude Guéant, le Secrétaire Général de l'Elysée, plusieurs ministres sarkozystes, des membres des RG...



Kergoat réussit son pari de rendre cet apparent enchevêtrement complexe d'une limpidité totale avec ce ton un brin ironique qui mettra forcément en fureur les défenseurs corps et âme de Nicolas Sarkozy. On regrette d'ailleurs que ceux-ci – à qui la demande a pourtant été faite – n'aient pas souhaité donner leur version des faits. Alors que – et c'est l'autre limite du film – Fabrice Arfi de Mediapart (auteur de l'enquête avec son confrère Karl Laske) s'y pousse lui au contraire, un peu trop du col. Quand on connaît les relations houleuses entre Nicolas Sarkozy et Mediapart (co-producteur de *Personne n'y comprend rien*), cette attitude pourrait avoir tendance à entraîner le documentaire vers un pur règlement de comptes ou un procès à charge anti-sarkozyste, ce dont il se défend dès les premières minutes. Mais heureusement le travail de Kergoat et la sidération qu'on éprouve devant les ramifications de ce qui pourrait être l'un des plus grands scandales de la Vème République l'en empêchent. C'est désormais à la Justice de s'exprimer et de trancher.

De Yannick Kergoat. Durée 1h44. Sortie le 8 janvier 2025

**HEBDO
MADAIRE
&
BIMENSUELS**

ET LEURS SITES WEB

Après le livre et la BD, Mediapart transforme l'affaire Sarkozy-Kadhafi en film avec "Personne n'y comprend rien"

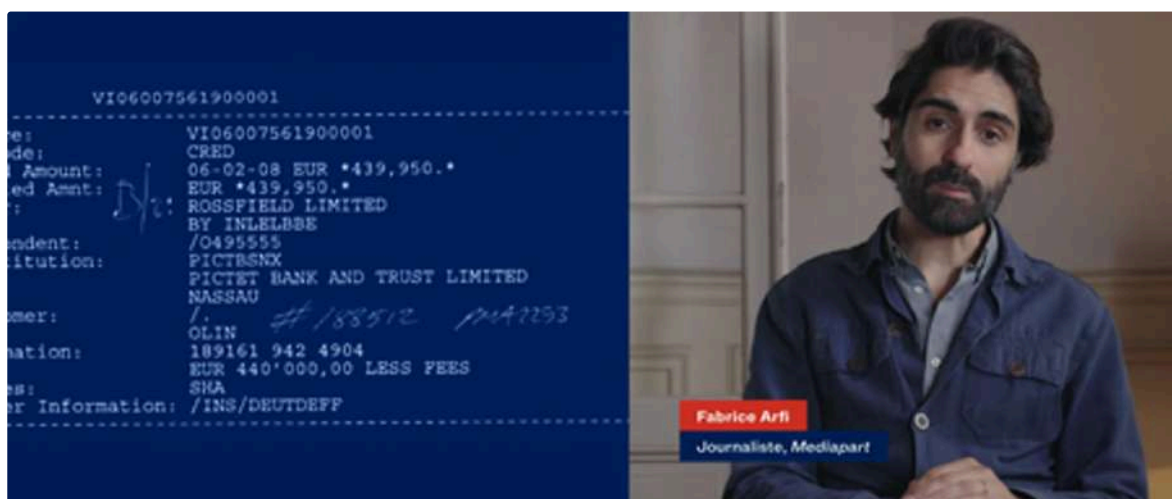
Mediapart avait révélé le présumé financement de la campagne de 2007 de Nicolas Sarkozy par la dictature libyenne dès 2012. Une affaire dont le procès s'est ouvert ce lundi, deux jours avant la sortie d'un film coproduit par le site d'investigation afin de donner les clés de compréhension au plus grand nombre.



Un film pour l'ouverture du procès. *Personne n'y comprend rien*, coproduit par Mediapart, sort en salles le 8 janvier, deux jours après l'ouverture du procès du présumé financement libyen de la campagne présidentielle 2007 de Nicolas Sarkozy. Durant 1 h 43, les journalistes du site d'investigation Fabrice Arfi et Karl Laske démêlent avec pédagogie les fils de leur enquête implacable et tentaculaire qui a duré une dizaine d'années, aboutissant à la production de plus de 150 articles.

« Le but est d'offrir les clés de compréhension de cet événement majeur », explique Fabrice Arfi alors que le titre du documentaire moque une déclaration de Nicolas Sarkozy sur l'affaire dans une interview au *Figaro Magazine* en août 2023. Pour le réalisateur, Yannick Kergoat, « il ne faut pas en rester aux faits divers, mais interroger les enjeux et coûts démocratiques d'une affaire d'une telle ampleur ».

Financement participatif record



Le projet de documentaire a pu voir le jour grâce au financement participatif.

Le projet a pu voir le jour grâce à un financement participatif record : 510 000 euros provenant de 10 178 personnes. Battant pour l'occasion le précédent record en la matière, les 450 000 euros récoltés par Cyril Dion pour son documentaire *Demain*. « Le point d'équilibre du film se situe aux environs de 100 000 entrées, détaille Gabrielle Juhel, coproductrice du documentaire via Belladone Films. Nous voulons proposer des événements lors des projections pour motiver le public à venir en salles. »

Le lancement du film est pour l'instant modeste avec une quarantaine de salles en France où le film sera à l'affiche, dont cinq à Paris. Les auteurs du film espèrent un bon bouche à oreille au lancement afin d'augmenter peu à peu sa diffusion durant le procès du présumé financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy qui doit durer quatre mois.

Comme ce fut le cas en 2022 avec le documentaire *Media Crash* : 190 séances débats avaient été programmées. Et l'équipe des journalistes de Mediapart a mouillé le maillot en contrepartie du financement. « *Pour 70 donatrices et donateurs, nous avons fait cet automne un tour de Paris dans un bus à deux étages sur les lieux de l'affaire libyenne, raconte Fabrice Arfi. Avec par exemple : sur votre gauche, l'hôtel particulier de Ziad Takieddine... Cela a duré quatre heures, sur les sept lieux de rendez-vous, vraiment très sympathique.* »

« Diversifier les supports afin de toucher d'autres publics que nos abonnés »

De son côté, *Personne n'y comprend rien* n'a pas encore été acheté par un diffuseur. Pour l'instant, aucune discussion n'est en cours, que ce soit avec des chaînes de télévision ou des plateformes de streaming. L'équipe du film constate une forme de frilosité des acteurs pour un sujet sensible. Une éventuelle condamnation des intervenants en première instance pourrait permettre au documentaire de trouver plus facilement preneur.

Au bout de trois à quatre mois, en fonction du nombre d'entrées au cinéma, le film sera mis à disposition sur le site de Mediapart en VOD. Une première pour le site d'investigation, qui compte poursuivre dans cette voie. « *Nous essayons de diversifier les supports afin de toucher d'autres publics que nos abonnés*, précise Michaël Hajdenberg, coresponsable des enquêtes de Mediapart. *A l'avenir, nous pourrions être ouverts à travailler avec des plateformes ou des chaînes de télévision. Même potentiellement pour de la fiction.* »

L'affaire du financement libyen avait déjà donné lieu à un livre, *Avec les compliments du guide* (Fayard) en 2017, et une bande dessinée, *Sarkozy-Kadhafi, des billets et des bombes* (Delcourt, 2019) qui ressort pour le procès. Le premier épisode, sur quatre, du podcast que Mediapart a consacré à l'affaire (*De l'enquête au procès*) a été diffusé gratuitement sur YouTube. En moins de deux semaines, la vidéo avait été visionnée à plus de 370 000 reprises.

★ LES FICHES DU CINÉMA

Mercredi 8 janvier 2025

Personne n'y comprend rien

de Yannick Kergoat

Ce film relate avec clarté et force documents la vaste enquête qui mena Fabrice Arfi et Karl Laske à dévoiler les sordides dessous du financement de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. On reste interdit devant ces révélations qui dépassent l'entendement.



★★★

Les journalistes Fabrice Arfi et Karl Laske enquêtent sur le financement de la première campagne électorale de Nicolas Sarkozy. Alors que celui-ci cherche de l'argent pour sa campagne de 2007, Takieddine l'aide à obtenir son financement par Kadhafi. 2007. Élu, Sarkozy reçoit Kadhafi à l'Élysée. Durant la révolution libyenne, Sarkozy milite pour attaquer la Lybie. Le fils de Kadhafi révèle que son père a financé Sarkozy (qui nie). La Lybie est attaquée, Kadhafi tué. 2012. Arfi et Laske publient un document libyen actant le versement de 50 millions d'euros pour Sarkozy. A. Djouhri organise, avec B. Squarcini (chef de la DCRI), la fuite du bras droit de Kadhafi. 2013. Takieddine témoigne contre Sarkozy. 2019. Sarkozy est mis en examen. BFM diffuse une déclaration de Takieddine (qui a fui la justice) innocentant Sarkozy. Arfi et Laske découvrent que Mimi Marchand, proche de Sarkozy, a promis 4 millions à Takieddine pour cela. Elle est mise en examen. Le procès du clan Sarkozy débute le 6 janvier 2025. À mesure que Fabrice Arfi et Karl Laske déroulent le récit de leur enquête, on ouvre des yeux de plus en plus ronds, hésitant entre le rire et la sidération. Le film raconte comment, d'abord sur la piste de l'homme d'affaires Ziad Takieddine - intermédiaire dans l'Affaire Karachi (sombre histoire de rétrocommissions ayant financé la campagne d'Édouard Balladur en 1995) - les deux journalistes de Mediapart ont mis à jour un écheveau d'indices menant à ce qui sera probablement - en cas de condamnation - la plus énorme affaire de corruption de la V^e République, si ce n'est au-delà. On comprend, chemin faisant, que la dimension caricaturale, presque cartoonesque de l'affaire a contribué au déni général à son sujet. Des images d'archives

♦ GÉNÉRIQUE

Avec : Fabrice Arfi, Julia Cagé, Patrick Haimzadeh, Danièle Klein, Karl Laske, François Molins.

Et la voix de : Florence Loiret Caille (la narratrice).

Scénario : Fabrice Arfi, Michaël Hajdenberg, Yannick Kergoat et Karl Laske Images : Étienne Mommessin Montage : Pauline Casalis Archives : Cécile Niderman Musique : Éric Neveux Son : Clément Maléo et Cyril Holtz Production : Belladone Films et Norte Productions Coproduction : Mediapart Productrices : Gabrielle Juhel et Valentina Novati Distributeur : Jour2Fête.

103 minutes. France, 2024
Sortie France : 8 janvier 2025

montrent le candidat puis président Sarkozy tourner en ridicule les soupçons qui pèsent sur lui. L'intrigue est si folle, si invraisemblable au premier abord, qu'on conçoit volontiers l'incrédulité des deux journalistes eux-mêmes face aux documents et aux témoignages concordants qui s'accumulent. Comment un ministre des Finances, puis président de la République, aurait-il pu négocier avec des terroristes notoires (Kadhafi et ses hommes ont tué les 170 passagers du vol UTA 772, dont 54 ressortissants français), en vue de financer sa campagne électorale ? Comment des valises d'argent sale auraient-elles pu circuler chez les Républicains alors que leur chef parlait de "démocratie irréprochable", et de "refus d'être complice d'une dictature" ? Le long métrage revient en détail sur tous les aspects de l'enquête, de façon chronologique, avec quelques sauts dans le temps nécessaires à la compréhension. Certes, il s'agit d'une œuvre résolument didactique, et toute la démarche formelle de Yann Kergoat vise à informer au mieux le spectateur/citoyen. Sur le plan strictement esthétique, difficile de souligner autre chose qu'un récit maîtrisé, une sobriété de bon aloi et une façon claire et efficace de présenter les divers documents écrits, sonores ou vidéos. Mais l'importance du contenu est telle qu'il serait déplacé de faire la fine bouche : il faut que ce film soit vu par le plus grand nombre. **_G.R.**

CINÉMA

CULTURE

Kergoat dissipe l'enfumage sarkozien

En marge du procès de Nicolas Sarkozy sur le financement de sa campagne présidentielle de 2007 par la Libye, Yannick Kergoat nous livre un passionnant documentaire. Il y explique les faits qui ont conduit à la révélation de ce scandale et démonte le narratif fallacieux développé par l'ancien chef de l'État.

C'est l'affaire des affaires, celle qui pourrait définitivement enterrer Nicolas Sarkozy. Alors que s'ouvre le procès pour le financement libyen de la campagne présidentielle de l'ancien locataire de l'Élysée, le documentariste Yannick Kergoat éclaire ce scandale politico-financier révélé par l'enquête des journalistes de Mediapart Fabrice Arfi, Karl Laske et Michaël Hajdenberg. À l'époque, Nicolas Sarkozy avait lancé sa contre-offensive en pérorant dans des médias amis et sur les plateaux : « Personne n'y comprend rien. »

Le prenant au mot, le réalisateur de « la (Très) Grande Évasion » et des « Nouveaux Chiens de garde » (avec Gilles Balbastre) tente de démêler les fils d'un dossier dont l'ordonnance de renvoi fait plus de 500 pages. Il a donc dû faire des choix et laisser certains aspects de côté. Son parti pris narratif repose sur l'enquête journalistique et pas sur un récit chronologique. Mais cet ensemble déconstruit reste fluide, car il s'appuie sur des bases solides et un dispositif cinématographique simple.

Fabrice Arfi et Karl Laske expliquent les faits. Ils sont mis en miroir avec les démentis télévisuels de Nicolas Sarkozy, dont le talent de comédien éclate en pleine lumière.

S'y agrègent également quelques grands témoins. François Molins, l'ancien procureur général près la Cour de cassation, évoque les attaques répétées de l'ancien président et de son clan contre les magistrats et la justice. L'économiste des médias Julia Cagé pointe les liens intimes entre l'ex-locataire de l'Élysée, des patrons de presse et des journalistes en vue. Patrick Haimzadeh, un ancien diplomate en poste en Libye, parle de cette dictature militaire avec laquelle des hauts représentants de l'État ont frayed.

UNE IMPARABLE DÉMONSTRATION

Quant à Danièle Klein, sœur de l'une des victimes de l'attentat du DC 10 de la compagnie UTA, orchestré en 1989 par des proches de Kadhafi, elle rappelle l'aspect mortifère et cynique de cette affaire avec la tentative d'abandonner les poursuites contre le commanditaire de cette tragédie qui provoqua 170 morts. Malgré sa toile de fond dramatique – la guerre en Libye –, le film recèle des moments de comédie tels les aveux et retracations de l'homme d'affaires Ziad Takieddine ou les interventions de Mimi Marchand, conseillère en image appelée à la rescousse pour sauver le soldat Sarkozy. S'y ajoutent aussi des personnages troubles tels Alexandre Djouhri, intermédiaire et rival de Takieddine.

Ce documentaire citoyen passionnant a été produit grâce à une campagne de financement participatif, pour laquelle plus de 10 000 personnes ont permis de récolter plus de 500 000 euros afin de donner corps à ce projet qui oppose des faits et des preuves matérielles à la réalité alternative proposée par Nicolas Sarkozy. C'est peu dire que la démonstration est imparable. Et si le film s'ouvre avec un panneau indiquant que tous les protagonistes, mis en cause dans ce documentaire sont présumés innocents, leur implication laisse peu de place au doute. ●



★ LE NOUVEL OBS

Mercredi 8 janvier 2025

« Personne n'y comprend rien » : tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'affaire Sarkozy-Kadhafi



Critique Documentaire par Yannick Kergoat, avec Fabrice Arfi, Karl Laske (France, 1h43). En salle le 8 janvier

★★★★☆☆

Alors que s'est ouvert le procès des financements libyens de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007, ce documentaire arrive à point nommé. Son ambition, limpide et louable ? Rendre digeste une affaire dont l'absolue complexité a longtemps servi de bouclier médiatique au principal accusé : « *Personne n'y comprend rien* » est une petite phrase de Sarkozy lui-même, riposte populiste un rien désespérée, assénée à longueur de plateau télé.

N'ayez crainte : non seulement le film relève son défi de clarté, mais il se savoure comme un bon thriller d'espionnage, bourré de détails qui tuent, d'archives accablantes et de personnages hauts en couleur, au premier rang desquels l'ancien président, infatigable cabot se débattant dans le déni. Dommage que Yannick Kergoat s'en tienne au format d'un long-métrage. On devine aisément qu'il possède la matière suffisante pour alimenter une série documentaire encore plus fouillée et tout aussi prenante.

Personne n'y comprend rien, les hommes du président

Par **Vincent Nicolet et Jean-François Dickeli**

Publié Vendredi 3 janvier 2025

Dirty Money / Les liens troubles entre Sarkozy et Kadhafi, résumés dans un documentaire dense qui atteint sa cible à défaut de surprendre. En salle le 8 janvier 2025.

Fabrice Arfi et Karl Laske reviennent sur leur enquête au sujet du financement de la campagne présidentielle de 2007 de Nicolas Sarkozy par le régime du colonel Kadhafi. Le film, didactique et très documenté, résume parfaitement cette affaire mêlant politique, espionnage, banditisme et terrorisme international. Factuel, soutenu par une voix off explicative et des interventions face caméra des journalistes, le long-métrage manque d'un réel parti-pris de réalisation. Un documentaire classique donc, mais néanmoins nécessaire afin de saisir tous les tenants et aboutissants d'un hallucinant scandale d'État. En salle le 8 janvier 2025.

Comprendre le pacte de corruption Sarkozy-Kadhafi

Yannick Kergoat livre un documentaire sur le financement libyen de la campagne présidentielle de Sarkozy en 2007. Un film d'utilité publique à l'heure où s'ouvre le procès de ce scandale hors norme.



Voilà un film qui vient à point. Alors que s'est ouvert ce lundi 6 janvier le procès de l'affaire des financements libyens de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007, le documentaire de Yannick Kergoat, en salles le 8 janvier, revient avec force détails sur les **révélations** qui valent aujourd'hui à l'ancien président de la République de comparaître devant le tribunal de Paris avec douze autres prévenus, dont quatre membres de sa garde rapprochée : [Claude Guéant](#), son directeur de cabinet au ministère de l'Intérieur puis secrétaire général de l'Élysée, Brice Hortefeux, député européen Les Républicains, Éric Woerth, son trésorier de campagne en 2007, aujourd'hui député Renaissance, et [Thierry Gaubert](#), un ancien collaborateur, condamné en 2020 dans l'affaire Karachi.

Les faits examinés par la 32^e chambre du tribunal judiciaire de Paris sont si complexes que pas moins de 40 audiences sont programmées d'ici au 10 avril. Nicolas Sarkozy, qui vient d'être définitivement condamné pour corruption dans l'affaire Bismuth (1), est poursuivi cette fois pour recel de détournement de fonds publics, corruption passive, financement illégal de campagne électorale et association de malfaiteurs. Des incriminations aussi inédites qu'infamantes pour un ancien président de la République. À la mesure d'une affaire **hors normes**.

1 | La Cour de cassation a confirmé le 18 décembre sa condamnation en appel à trois ans de prison dont un an ferme avec détention à domicile sous bracelet électronique et trois ans de privation des droits civiques.

Notre démocratie y est en effet soupçonnée d'avoir été corrompue par l'argent noir d'une dictature, celle du colonel Kadhafi, dont l'apport financier à la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy aurait permis à ce dernier d'accéder à l'Élysée. Tous les éléments d'un des **scandales** les plus retentissants de la Ve République y sont réunis. Ils sont politique, diplomatique, financier, éthique, et pour finir militaire avec le déclenchement de l'intervention en Libye.

Pourtant, ce scandale de corruption XXL aurait pu ne jamais être jugé sans les révélations publiées par Mediapart. Les premiers articles de ses journalistes, Fabrice Arfi et Karl Laske, datent d'il y a quatorze ans. « *Comme cela arrive parfois quand les affaires s'étendent sur une si longue période, les gens s'y perdent, voire renoncent à comprendre* », note Michaël Hajdenberg, coresponsable du service Enquête à Mediapart et l'un des auteurs du film.

Ce qui a permis à Nicolas Sarkozy, interrogé sur cette affaire par *le Figaro magazine* (16 août 2023), d'affirmer : « *Les Français sont bien en peine de résumer ce qu'on me reproche. Personne n'y comprend rien.* » Une affirmation, malicieusement reprise en titre du documentaire de Yannick Kergoat, qui s'efforce avec succès de rendre **lisible** cette histoire folle.

Le rôle clé de Ziad Takieddine

En alternant entretiens, archives et commentaires, le film retrace les **principales étapes** de l'enquête journalistique de nos confrères. Elle commence par la réception d'un mail énigmatique adressé par un informateur anonyme qui va leur remettre en Suisse une copie du disque dur de l'ordinateur de [Ziad Takieddine](#).

Les milliers de documents qu'il contient vont être à l'origine de nombreuses révélations. Car cet affairiste franco-libanais a cultivé dès les années 1990 une **grande proximité** avec une partie de la droite française, plus spécifiquement les balladuriens. Il joue auprès d'eux le rôle d'intermédiaire dans des contrats internationaux pour l'industrie de l'armement. Ce qui lui vaut d'être condamné en 2020 à cinq ans de prison avec mandat de dépôt pour son rôle dans [l'affaire Karachi](#). Une peine qu'il n'a pas exécutée en se réfugiant au Liban.

Les documents contenus dans le disque dur **révèlent** le rôle clé de Ziad Takieddine dans l'établissement des liens entre Sarkozy et Kadhafi. Fin septembre 2005, il organise une visite exploratoire de Claude Guéant, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, auprès de son contact libyen : [Abdallah Senoussi](#), beau-frère du Guide et organisateur de l'attentat du DC-10 d'UTA (170 morts en 1989) pour lequel la France l'a condamné par contumace à la réclusion à perpétuité.

Cette visite, écrit-il dans une note, doit « *revêtir un caractère secret* » ; il ne faut en informer ni le Quai d'Orsay, ni Chirac, « *on sera plus à l'aise pour évoquer l'autre sujet* ». Lequel sera, semble-t-il, évoqué une semaine plus tard quand Sarkozy rencontre longuement Kadhafi, sans autre témoin que les interprètes. En échange d'une **aide financière**, le Colonel lui aurait demandé de trouver une solution pour lever la condamnation de Senoussi.

Un mois et demi plus tard, c'est Thierry Herzog, l'avocat de Nicolas Sarkozy, qui fait le voyage de Tripoli pour rencontrer l'équipe de défense d'Abdallah Senoussi, dont il va devenir un temps le défenseur. Le 22 décembre 2005, c'est au tour de Brice Hortefeux, alors ministre délégué aux Collectivités locales auprès du ministre de l'Intérieur, de rencontrer ce personnage des basses œuvres du régime en la seule compagnie de Ziad Takieddine, et de discuter cette fois du **financement** de l'équipe Sarkozy par la Libye. Étonnamment, il expliquera comme Claude Guéant ne pas connaître la condamnation de son interlocuteur et « *ignorer totalement l'existence d'un mandat d'arrêt international le concernant* ».

Implacable dans ses rappels chronologiques, le documentaire revient sur la visite d'État inédite offerte au dictateur, l'émotion légitime des familles des victimes du vol d'UTA qu'elle suscite, **l'hypocrisie** de Sarkozy qui les reçoit, puis, quatre ans plus tard, le déclenchement de l'intervention militaire en Libye – « *la guerre de Sarkozy* » comme l'ont qualifiée les États-Uniens – qui aboutit à l'élimination de Mouammar Kadhafi. Visait-elle à faire disparaître les preuves du pacte de corruption noué en 2005 ?

Si cette préoccupation n'a pas manqué quand il s'est agi d'exfiltrer Béchir Saleh, le chef de cabinet de Kadhafi, des mains des rebelles libyens vers la France, puis de lui permettre d'échapper au mandat d'arrêt international lancé contre lui, elle n'a pas permis de faire **disparaître** toutes les preuves. La plus retentissante est publiée par Mediapart entre les deux tours de la présidentielle de 2012.

L'authenticité de ce document, signé du chef des services extérieurs de l'État libyen résumant l'accord donné par le pouvoir libyen pour financer la campagne de Sarkozy, a été **confirmée** par la justice. Le film en rappelle d'autres, dont une note antérieure de quatre ans à la guerre, retrouvé dans les carnets de l'ancien ministre libyen du pétrole, Choukri Ghanem, mort de manière suspecte en 2012.

Des liens très forts avec les médias

En regard, on s'amuse des dénégations de Nicolas Sarkozy, prononcées avec l'outrancière mauvaise foi dont le bonhomme est coutumier. On sourit en découvrant un Jordan Bardella critiquer, à l'instar de Nadine Morano ou Rachida Dati, la « République des juges » qui « veulent se faire Nicolas Sarkozy ». Mais ces déclarations, complaisamment diffusées en leur temps auprès d'un très large public, ont grandement contribué à occulter la **gravité** des faits dans le débat public.

D'autant que cette affaire n'a pas donné lieu à une couverture médiatique massive malgré les révélations accumulées au fil des ans, note Julia Cagé, spécialiste de l'économie des médias : « *Pas de une du Point, de l'Express ou de l'Obs.* » Si, selon elle, la concurrence dans les médias a pu conduire une partie d'entre eux à ne « *pas faire de la pub pour une affaire qu'ils n'ont pas sortie* », une autre explication tient aux « *liens très forts, trop forts entre le monde politique et les médias* ».

« Cette affaire n'a pas donné lieu à une couverture médiatique massive malgré les révélations accumulées au fil des ans. »

Et de rappeler que Nicolas Sarkozy siège au conseil d'administration du groupe Lagardère, un groupe de presse très influent qui a « *un actionnaire qui sait se montrer régulièrement interventionniste* ». De fait *le JDD* et *Paris-Match* n'ont pas fait de une sur cette affaire, sauf pour la rétractation de Ziad Takieddine, puissamment relayée par BFMTV. Or cette rétractation qui s'est révélée fausse, puisque **monnayée**, fait désormais l'objet d'une information judiciaire dans laquelle Nicolas Sarkozy est mis en examen pour « *association de malfaiteurs en vue d'une escroquerie au jugement* ».

Face à cet ancien président qui ne cesse de crier à la persécution des juges et de ses adversaires politiques sur tous les médias, le film, dont la projection sera accompagnée de débats, a le **triple mérite** d'investir l'espace public pour raconter une autre histoire plus proche des faits, d'interroger le coût démocratique d'une telle affaire, et l'image qu'elle renvoie de la France.

Personne n'y comprend rien

Yannick Kergoat



L'affaire Sarkozy-Kadhafi pour les nuls. Ou pour ceux qui n'ont suivi que de loin cette histoire tentaculaire, à l'heure où s'est ouvert, le 6 janvier dernier, le procès de l'ancien président de la République pour les financements libyens supposés de sa campagne électorale de 2007. Un puzzle aux multiples pièces dont l'assemblage, méthodiquement réalisé par les fins limiers de *Mediapart* Fabrice Arfi et Karl Laske, a permis de révéler l'un des scandales les plus retentissants de la V^e République. Ce documentaire sobre et efficace, qui ravira aussi les amateurs de polar, retrace fidèlement leur solide enquête. Avec, en bonus, un commentaire dit par la toujours excellente Florence Loiret Caille (la Marie-Jeanne du *Bureau des légendes*). ▶ *Richard Sénéjoux*

| Documentaire, France (1h43).

LIRE aussi p. 38.

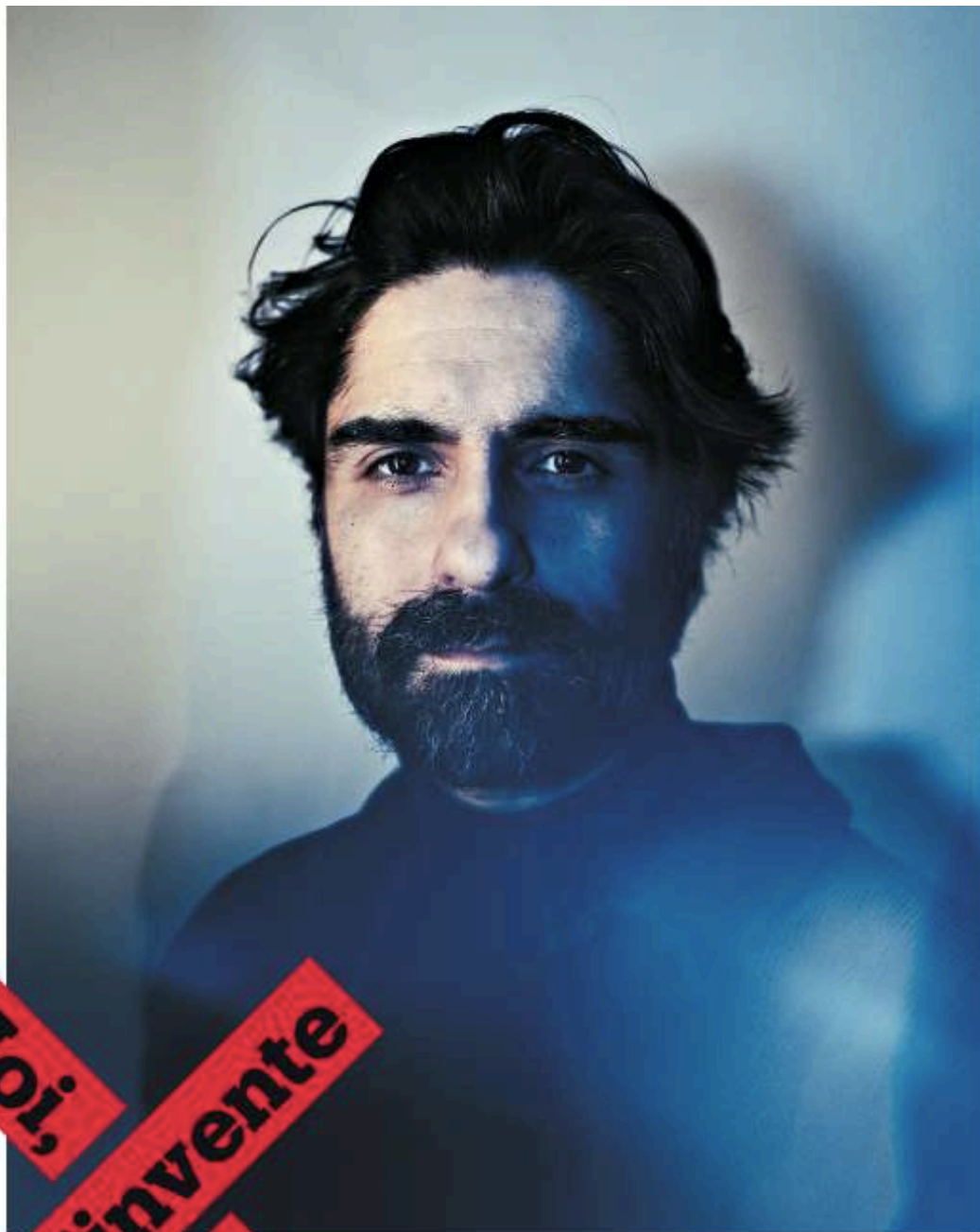
À VOIR



Personne n'y
comprend rien,
de Yannick
Kergoat, en salles.
LIRE critique p. 57.

À LIRE

La Troisième Vie,
éd. du Seuil,
240 p., 20 €.



« Moi,

je n'invente

rien »

par Richard Sénéjoux

Journaliste à *Mediapart*,
Fabrice Arfi a révélé plusieurs
scandales politico-financiers.
Son enquête sur l'affaire
Sarkozy-Kadhafi fait l'objet
d'un documentaire en salles
cette semaine.

Bettencourt, Cahuzac, Karachi... Des noms qui claquent comme autant de scandales d'État, révélés ces quinze dernières années par Mediapart et Fabrice Arfi. Coresponsable du pôle enquêtes du site d'investigation, le journaliste de 43 ans est aussi à l'origine (avec Karl Laske) de la révélation de l'affaire des financements libyens supposés de la campagne de 2007 de Nicolas Sarkozy, qui fait l'objet du documentaire *Personne n'y comprend rien*, en salles cette semaine. Il a récemment publié un livre sur une incroyable histoire d'espionnage, qui le hantait depuis longtemps. Et s'interroge sur son métier, où le réel côtoie parfois la fiction...

L'affaire libyenne

Le procès qui doit débiter cette semaine au tribunal judiciaire de Paris est historique. C'est la première fois qu'un ex-président de la République (Nicolas Sarkozy) et trois anciens ministres (Claude Guéant, Brice Hortefeux et Éric Woerth) se retrouvent ensemble sur le banc des prévenus. L'accusation leur reproche d'avoir été corrompus par la dictature libyenne du colonel Kadhafi, à qui la France a ensuite fait la guerre. *«Paradoxalement, cette histoire a surtout été médiatisée par les démentis de Nicolas Sarkozy et la large place qui leur a été accordée, relève Fabrice Arfi. C'est le privilège de la délinquance en col blanc, qui peut venir au journal de 20 heures imposer son récit, en omettant les faits pour lesquels elle se retrouve dans cette situation. C'est sidérant.»* L'enquêteur peine à expliquer pourquoi cette affaire de premier ordre a aussi peu fait la une des médias depuis les premières révélations, en 2011. Et déplore que certains aient largement ouvert leurs colonnes et antennes, comme Paris Match et BFMTV, à l'étonnante rétractation de l'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine, qui se révélera fausse. *«On range la corruption sur l'étagère des faits divers financiers, qu'on qualifie de rhume de la démocratie. Moi, je pense plutôt que c'est un cancer»,* déclare-t-il, avant de souligner l'attitude schizophrénique de nombreux hommes politiques. *«Alors que beaucoup exigent des peines exemplaires pour les délinquants ordinaires, ils n'affichent plus du tout la même fermeté quand ils ont eux-mêmes des ennuis judiciaires. Regardez les réactions de Marine Le Pen, d'Emmanuel Macron [concernant notamment les affaires Benalla et Kohler, ndlr], de Nicolas Sarkozy et même de Jean-Luc Mélenchon !»*

La poussée conservatrice dans les médias

L'empire médiatique savamment constitué par Vincent Bolloré depuis dix ans (avec CNews, C8, Europe 1, LeJDD...) n'est pas sans soulever quelques questions démocratiques. *«Je ne suis pas contre le fait qu'il existe des médias d'extrême droite, mais ils ne doivent pas casser le réel et détruire les faits, estime Fabrice Arfi. Lors de l'affaire dite de Crépol par exemple [un adolescent a été tué lors d'un bal dans cette commune de la Drôme en novembre 2023], CNews a fait état de prétendus "francocides". Tout était faux, mais ça a permis de construire un propos d'extrême droite, avec des idées qui ne reposaient pas sur des faits. C'est totalement anti-journalistique.»* Selon lui, la frontière entre le vrai et le faux est en passe de totalement s'effacer. *«On assiste à une internationale de la post-vérité. Cela donne Trump aux États-Unis, Bolsonaro au Brésil, Milei en Argentine ou Netanyahu en Israël. Autant de personnes qui ont décidé de tuer la démocratie dont ils se disent pourtant être les meilleurs représentants.»* Une situation de plus en plus orwellienne, où la

vérité n'est qu'une opinion comme une autre. Surtout quand les réseaux sociaux font partie intégrante du système. *«Elon Musk et X [ex-Twitter] ont contribué à la réélection de Trump. Et l'homme d'affaires va devenir son ministre, dans un gouvernement qui présente des risques de dérives fascistes. À Mediapart, nous avons décidé de quitter la plateforme, devenue une arme de désinformation massive.»* Concrètement, le compte X du site d'investigation sera supprimé le 20 janvier (ses journalistes sont libres d'y rester ou pas), jour de l'investiture de Donald Trump.

Son rapport au réel...

Son dernier livre (*La Troisième Vie*, éd. du Seuil) raconte une incroyable histoire d'espionnage, dans laquelle un homme a infiltré en 1969 une famille qui n'était pas la sienne. Un récit à la John le Carré, entre France et Roumanie, au temps de la guerre froide, avec laquelle Fabrice Arfi se débat depuis 2008. *«Ça m'a longtemps hanté. J'ai dû accepter de ne pas avoir toutes les réponses pour y trouver un sens. Parfois, ne passavoir, c'est bien.»* Les trop nombreuses zones d'ombre du récit lui font dire qu'il n'aurait jamais pu le publier sur Mediapart. *«Dans cette histoire, j'ai été confronté à une "fiction d'État": l'espionnage. Cela m'a interrogé sur le réel, qui peut parfois revêtir plusieurs visages, suivant la manière dont il est montré.»* Il a aussi ressenti l'ivresse que procure l'immersion dans les archives. Et va d'ailleurs s'y replonger pour un prochain ouvrage, qui retracera la trajectoire de son grand-père paternel, juif pied-noir d'Algérie, obligé de quitter la gendarmerie sous Vichy. *«J'ai besoin de vérifier le récit familial qui m'a construit, confie-t-il. Moi, je n'invente rien: j'ai besoin de la contrainte morale et légale du réel pour écrire.»*

... et à la fiction

Adaptée de son livre-enquête sur l'escroquerie à la taxe carbone, la série *D'argent et de sang* a rencontré un beau succès sur Canal+ fin 2023. *«C'est la première fois où j'ai été confronté à la transformation de mon travail en matériau fictionnel, raconte Fabrice Arfi. Le réalisateur de la série, Xavier Giannoli, montre qu'il y a parfois plus de réalité dans la fiction, qui parle à l'intime, que dans un document.»* Exemple: la création du personnage interprété par Vincent Lindon, magistrat chargé de l'enquête, qui n'a pas existé dans la réalité. *«Il est le fil à plomb moral de cette histoire, qui en était dépourvue»,* souligne le journaliste. Au passage, cela l'a-t-il gêné de toucher indirectement de l'argent du groupe Bolloré, propriétaire de Canal+ ? *«Cela a été une vraie question, tant pour moi qu'à Mediapart, avoue-t-il. J'ai toujours été payé par le producteur, Curiosa Films. J'ai aussi fait savoir à la direction de Canal+ que d'aucune manière cette adaptation serait une façon d'acheter une forme de paix éditoriale vis-à-vis du journal. J'appelle cela des "accommodements raisonnables".»* Mediapart a d'ailleurs continué d'enquêter sur l'homme d'affaires breton et a pointé ses atteintes régulières à la liberté d'informer dans le documentaire *Media Crash* (2022) ●

Bettencourt, Cahuzac, Karachi... Des noms qui claquent comme autant de scandales d'État, révélés ces quinze dernières années par *Mediapart* et Fabrice Arfi. Coresponsable du pôle enquêtes du site d'investigation, le journaliste de 43 ans est aussi à l'origine (avec Karl Laske) de la révélation de l'affaire des financements libyens supposés de la campagne de 2007 de Nicolas Sarkozy, qui fait l'objet du documentaire *Personne n'y comprend rien*, en salles cette semaine. Il a récemment publié un livre sur une incroyable histoire d'espionnage, qui le hantait depuis longtemps. Et s'interroge sur son métier, où le réel côtoie parfois la fiction...

L'affaire libyenne

Le procès qui doit débiter cette semaine au tribunal judiciaire de Paris est historique. C'est la première fois qu'un ex-président de la République (Nicolas Sarkozy) et trois anciens ministres (Claude Guéant, Brice Hortefeux et Éric Woerth) se retrouvent ensemble sur le banc des prévenus. L'accusation leur reproche d'avoir été corrompus par la dictature libyenne du colonel Kadhafi, à qui la France a ensuite fait la guerre. *« Paradoxalement, cette histoire a surtout été médiatisée par les démentis de Nicolas Sarkozy et la large place qui leur a été accordée, relève Fabrice Arfi. C'est le privilège de la délinquance en col blanc, qui peut venir au journal de 20 heures imposer son récit, en omettant les faits pour lesquels elle se retrouve dans cette situation. C'est sidérant. »* L'enquêteur peine à expliquer pourquoi cette affaire de premier ordre a aussi peu fait la une des médias depuis les premières révélations, en 2011. Et déplore que certains aient largement ouvert leurs colonnes et antennes, comme *Paris Match* et BFMTV, à l'étonnante rétractation de l'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine, qui se révélera fausse. *« On range la corruption sur l'étagère des faits divers financiers, qu'on qualifie de rhume de la démocratie. Moi, je pense plutôt que c'est un cancer »,* déclare-t-il, avant de souligner l'attitude schizophrénique de nombreux hommes politiques. *« Alors que beaucoup exigent des peines exemplaires pour les délinquants ordinaires, ils n'affichent plus du tout la même fermeté quand ils ont eux-mêmes des ennuis judiciaires. Regardez les réactions de Marine Le Pen, d'Emmanuel Macron [concernant notamment les affaires Benalla et Kohler, ndlr], de Nicolas Sarkozy et même de Jean-Luc Mélenchon ! »*

La poussée conservatrice dans les médias

L'empire médiatique savamment constitué par Vincent Bolloré depuis dix ans (avec CNews, C8, Europe 1, *Le JDD*...) n'est pas sans soulever quelques questions démocratiques. *«Je ne suis pas contre le fait qu'il existe des médias d'extrême droite, mais ils ne doivent pas casser le réel et détruire les faits, estime Fabrice Arfi. Lors de l'affaire dite de Crépol par exemple [un adolescent a été tué lors d'un bal dans cette commune de la Drôme en novembre 2023], CNews a fait état de prétendus "francocides". Tout était faux, mais ça a permis de construire un propos d'extrême droite, avec des idées qui ne reposaient pas sur des faits. C'est totalement anti-journalistique.»* Selon lui, la frontière entre le vrai et le faux est en passe de totalement s'effacer. *«On assiste à une internationale de la post-vérité. Cela donne Trump aux États-Unis, Bolsonaro au Brésil, Milei en Argentine ou Netanyahu en Israël. Autant de personnes qui ont décidé de tuer la démocratie dont ils se disent pourtant être les meilleurs représentants.»* Une situation de plus en plus orwellienne, où la

vérité n'est qu'une opinion comme une autre. Surtout quand les réseaux sociaux font partie intégrante du système. *«Elon Musk et X [ex-Twitter] ont contribué à la réélection de Trump. Et l'homme d'affaires va devenir son ministre, dans un gouvernement qui présente des risques de dérives fascistes. À Mediapart, nous avons décidé de quitter la plateforme, devenue une arme de désinformation massive.»* Concrètement, le compte X du site d'investigation sera supprimé le 20 janvier (ses journalistes sont libres d'y rester ou pas), jour de l'investiture de Donald Trump.

Son rapport au réel...

Son dernier livre (*La Troisième Vie*, éd. du Seuil) raconte une incroyable histoire d'espionnage, dans laquelle un homme a infiltré en 1969 une famille qui n'était pas la sienne. Un récit à la John le Carré, entre France et Roumanie, au temps de la guerre froide, avec laquelle Fabrice Arfi se débat depuis 2008. *«Ça m'a longtemps hanté. J'ai dû accepter de ne pas avoir toutes les réponses pour y trouver un sens. Parfois,*

nepassavoir, c'est bien. » Les trop nombreuses zones d'ombre du récit lui font dire qu'il n'aurait jamais pu le publier sur *Mediapart*. « Dans cette histoire, j'ai été confronté à une "fiction d'État" : l'espionnage. Cela m'a interrogé sur le réel, qui peut parfois revêtir plusieurs visages, suivant la manière dont il est montré. » Il a aussi ressenti l'ivresse que procure l'immersion dans les archives. Et va d'ailleurs s'y replonger pour un prochain ouvrage, qui retracera la trajectoire de son grand-père paternel, juif pied-noir d'Algérie, obligé de quitter la gendarmerie sous Vichy. « J'ai besoin de vérifier le récit familial qui m'a construit, confie-t-il. Moi, je n'invente rien : j'ai besoin de la contrainte morale et légale du réel pour écrire. »

... et à la fiction

Adaptée de son livre-enquête sur l'escroquerie à la taxe carbone, la série *D'argent et de sang* a rencontré un beau succès sur Canal+ fin 2023. « C'est la première fois où j'ai été confronté à la transformation de mon travail en matériau fictionnel, raconte Fabrice Arfi. Le réalisateur de la série, Xavier Giannoli, montre qu'il y a parfois plus de réalité dans la fiction, qui parle à l'intime, que dans un document. » Exemple : la création du personnage interprété par Vincent Lindon, magistrat chargé de l'enquête, qui n'a pas existé dans la réalité. « Il est le fil à plomb moral de cette histoire, qui en était dépourvue », souligne le journaliste. Au passage, cela l'a-t-il gêné de toucher indirectement de l'argent du groupe Bolloré, propriétaire de Canal+ ? « Cela a été une vraie question, tant pour moi qu'à Mediapart, avoue-t-il. J'ai toujours été payé par le producteur, Curiosa Films. J'ai aussi fait savoir à la direction de Canal+ que d'aucune manière cette adaptation serait une façon d'acheter une forme de paix éditoriale vis-à-vis du journal. J'appelle cela des "accommodements raisonnables". » Mediapart a d'ailleurs continué d'enquêter sur l'homme d'affaires breton et a pointé ses atteintes régulières à la liberté d'informer dans le documentaire *Media Crash* (2022) ●

Le doc imparable de Mediapart sur le procès libyen de Sarkozy

Coproduit par Mediapart pour le cinéma, *Personne n'y comprend rien* se révèle une enquête utile et accablante à verser au procès Sarkozy-Kadhafi. qui permet de tout comprendre.



Kadhafi et Sarkozy à l'Élysée, dans *Personne n'y comprend rien*.

Des premiers contacts avec Ziad Takieddine au temps d'Édouard Balladur jusqu'aux deux campagnes présidentielles de Nicolas Sarkozy, *Personne n'y comprend rien* remonte le fil des liaisons plus que dangereuses entre l'homme politique, dont le procès s'ouvre aujourd'hui, et le pouvoir libyen. Approches, rendez-vous secrets d'intermédiaires, diplomatie parallèle, versement de rétrocommissions, libération des infirmières bulgare puis accueil en grandes pompes à l'Élysée, le "pacte faustien" entre Nicolas Sarkozy et Mouammar Kadhafi, comme nombre d'affaires de corruption, est particulièrement tentaculaire et par définition, occulte. D'où la réponse de l'ancien Président français quand on l'interrogeait sur ce qui est devenu aujourd'hui son procès : "*Personne n'y comprend rien.*"

Fabrice Arfi et Karl Laske, auteurs et enquêteurs



Karl Laske, un des deux enquêteurs principaux à Mediapart.

Grâce à Fabrice Arfi et Karl Laske, les principaux journalistes, auteurs et témoins de ce documentaire co-produit par Mediapart, on comprend tout ! La chronologie des faits, les pièces à conviction – des écoutes qu’on entend aux SMS qu’on lit à l’écran – reconstituées sur plus de 20 ans, sont particulièrement accablantes. Surtout lorsque la justice n’a cessé de valider l’enquête des journalistes régulièrement mis en cause, de l’authenticité des documents libyens à la condamnation de Claude Guéant, ex-ministre de l’Intérieur et proche de Nicolas Sarkozy, fin 2022, à de la prison ferme, suite au versement sur son compte de 500 000 euros.

“Mimi” Marchand, Sarkozy, Paris Match et BFM TV

Cerise sur ce gâteau empoisonné, l’affaire de la vraie-fausse rétractation de Ziad Takieddine en novembre 2020, destinée à “sauver Sarko”. Un théâtre médiatique orchestré selon Mediapart par “Mimi” Marchand, patronne très people de Bestimage et intime du couple Macron, qui fera l’objet d’une enquête judiciaire à part. Un plaisir de gourmet de la communication politique qui va de Paris Match aux plus belles heures de BFM TV, pour lequel on découvre, ébahi, les messages très amènes de Ruth Elkrief et Marc-Olivier Fogiel. Dommage alors qu’*in fine* Mediapart se croit obligé de faire comme souvent son propre éloge au détriment de l’ensemble du reste de la presse assimilé, à travers le témoignage de complaisance de Julia Cagé en service commandé. L’ampleur et la force de cette enquête journalistique hors norme avaient largement suffi.

QUOTI

DIENS

ET LEURS SITES WEB



Nicolas Sarkozy, 69 ans, est jugé jusqu'au 10 avril aux côtés de douze autres prévenus.
Photo Sipa/Eliot Blondet

Au cinéma / Mediapart fait le film de l'enquête

Du journalisme d'investigation qui court sur plus d'une décennie, suivi d'un long travail judiciaire. Si ce n'était une enquête solide qui mène au tribunal un ancien chef de l'État et des ministres, on jurerait le pacte secret d'un politique ambitieux avec un dictateur, être de pure fiction. Au procès, il sera question d'association de malfaiteurs, comme dans un scénario de thriller.

Une « fable », s'est d'ailleurs toujours insurgé Nicolas Sarkozy, qui n'a cessé d'opposer haut et fort, par ses démentis médiatiques, son propre narratif, face à *Mediapart* qui a révélé l'affaire, puis face à la justice. Pour le journaliste de *Mediapart* Michaël Hajdenberg, il y a « guerre des récits ». « Cette affaire a aussi existé dans le débat public grâce à la force performative des dénégations de Sarkozy », analyse son confrère Fabrice Arfi.

Tout a commencé en 2011 avec les révélations de Fabrice Arfi et Karl Laske, de *Mediapart*, qui ont mis la main sur un disque dur appartenant à Ziad Takieddine, intermédiaire

franco-libanais versatile et controversé. « Takieddine est besogneux, obsessionnel et imprudent. Il conserve tout, ce qui en fait une source précieuse », explique Fabrice Arfi. Karl Laske évoque « un véritable coffre-fort virtuel ».

Un documentaire qui sort cette semaine

Leur documentaire *Personne n'y comprend rien*, qui sort cette semaine, décrypte l'affaire autant qu'il montre leur travail patient sur un scandale financier complexe, souterrain évidemment, dont la piste mène à 17 pays. *Personne n'y comprend rien* fait songer à ces films d'enquête hollywoodiens, comme *Spotlight* de Tom McCarthy, Oscar du meilleur film et du meilleur scénario en 2016, qui traitent le journalisme d'investigation avec respect et lui donne le poids qu'il mérite. Le film qui éclaire l'affaire le met en lumière, tout comme il expose, face au travail de la presse, les contre-feux médiatiques de la défense de Sarkozy destinés à brouiller les faits. La justice a depuis confirmé et amplifié plusieurs des révéla-

tions de *Mediapart*. « Tout ce que nous avions découvert dès 2011 constitue aujourd'hui une partie essentielle de l'ordonnance de renvoi », souligne Karl Laske.

L'affaire est un véritable « laboratoire de la post-vérité », selon Arfi. Nicolas Sarkozy change plusieurs fois de stratégie de défense et compare la police française à la Stasi, tout en accusant les journalistes de fabriquer des preuves. « Nous avons été poursuivis à plusieurs reprises dans ce dossier, notamment pour faux et usage de faux, par l'ancien président et l'ancien ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux. Nous avons toujours gagné », insiste Fabrice Arfi. « Nous avons été attaqués au début de nos révélations par Ziad Takieddine, mais ce dernier a retiré sa plainte la veille du procès. Puis ce fut au tour de Claude Guéant de nous poursuivre, et nous avons gagné. Enfin, nous avons été poursuivis par Hervé Gattegno, ancien directeur de la rédaction du *JDD* et de *Paris Match*, qui a été en quelque sorte l'avocat médiatique de Nicolas Sarkozy. Là



Nicolas Sarkozy avec le colonel Kadhafi. Photo Belladone Films

encore, nous avons gagné. » « Nous sommes habitués : cette forme de pression fait partie de notre quotidien », observe Fabrice Arfi. Les journalistes de *Mediapart* ont aussi été confrontés à de nombreuses tentatives de discrédit. « Certains documents étaient des faux destinés à nous piéger. Nous les avons écartés après de minutieuses vérifications », rapporte Karl Laske. Chaque document a été passé au crible afin de vérifier qu'il n'y avait aucune manipulation. Avec *Per-*

sonne n'y comprend rien, « nous ne demandons pas à ce que l'on dise que *Mediapart* a toujours raison », affirme Fabrice Arfi. « Ce que nous cherchons, c'est à mettre cette histoire dans le débat public, à l'exposer clairement avec son début, son développement, et sa conclusion. » Pour le réalisateur, Yannick Kergoat, « le procès qui s'ouvre enfin est une victoire des institutions démocratiques qui permettent une presse libre et une justice indépendante. »

● Nathalie Chifflet

Au cinéma / Mediapart fait le film de l'enquête

Du journalisme d'investigation qui court sur plus d'une décennie, suivi d'un long travail judiciaire. Si ce n'était une enquête solide qui mène au tribunal un ancien chef de l'État et des ministres, on jurerait le pacte secret d'un dictateur, être de pure fiction. Au procès, il sera question d'association de malfaiteurs, comme dans un scénario de thriller.

Une « fable », s'est d'ailleurs toujours insurgé Nicolas Sarkozy, qui n'a cessé d'opposer haut et fort, par ses démentis médiatiques, son propre narratif, face à *Mediapart* qui a révélé l'affaire, puis face à la justice. Pour le journaliste de *Mediapart* Michaël Hajdenberg, il y a « guerre des récits ». « Cette affaire a aussi existé dans le débat public grâce à la force performative des dénégations de Sarkozy », analyse son confrère Fabrice Arfi.

Tout a commencé en 2011 avec les révélations de Fabrice Arfi et Karl Laske, de *Mediapart*, qui ont mis la main sur un disque dur appartenant à

re franco-libanais versatile et controversé. « Takieddine est besogneux, obsessionnel et imprudent. Il conserve tout, ce qui en fait une source précieuse », explique Fabrice Arfi. Karl Laske évoque « un véritable coffre-fort virtuel ».

Un documentaire qui sort cette semaine

Leur documentaire *Personne n'y comprend rien*, qui sort cette semaine, décrypte l'affaire autant qu'il montre leur travail patient sur un scandale financier complexe, souterrain évidemment, dont la piste mène à 17 pays. *Personne n'y comprend rien* fait songer à ces films d'enquête hollywoodiens, comme *Spotlight* de Tom McCarthy, Oscar du meilleur film et du meilleur scénario en 2016, qui traitent le journalisme d'investigation avec respect et lui donne le poids qu'il mérite. Le film qui éclaire l'affaire le met en lumière, tout comme il expose, face au travail de la presse, les contre-feux médiatiques de la défense de Sarkozy destinés à brouiller les faits. La justice a depuis confirmé et amplifié plusieurs des révéla-

tions de *Mediapart*. « Tout ce que nous avons découvert dès 2011 constitue aujourd'hui une partie essentielle de l'ordonnance de renvoi », souligne Karl Laske.

L'affaire est un véritable « laboratoire de la post-vérité », selon Arfi. Nicolas Sarkozy change plusieurs fois de stratégie de défense et compare la police française à la Stasi, tout en accusant les journalistes de fabriquer des preuves. « Nous avons été poursuivis à plusieurs reprises dans ce dossier, notamment pour faux et usage de faux, par l'ancien président et l'ancien ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeu. Nous avons toujours gagné », insiste Fabrice Arfi. « Nous avons été attaqués au début de nos révélations par Ziad Takieddine, mais ce dernier a retiré sa plainte la veille du procès. Puis ce fut au tour de Claude Guéant de nous poursuivre, et nous avons gagné. Enfin, nous avons été poursuivis par Hervé Gattegno, ancien directeur de la rédaction du *JDD* et de *Paris Match*, qui a été en quelque sorte l'avocat médiatique de Nicolas Sarkozy. Là



Nicolas Sarkozy avec le colonel Kadhafi. Photo Belladone Films

encore, nous avons gagné. »

« Nous sommes habitués : cette forme de pression fait partie de notre quotidien », observe Fabrice Arfi. Les journalistes de *Mediapart* ont aussi été confrontés à de nombreuses tentatives de discrédit. « Certains documents étaient des faux destinés à nous piéger. Nous les avons écartés après de minutieuses vérifications », rapporte Karl Laske. Chaque document a été passé au crible afin de vérifier qu'il n'y avait aucune manipulation. Avec *Per-*

sonne n'y comprend rien, « nous ne demandons pas à ce que l'on dise que *Mediapart* a toujours raison », affirme Fabrice Arfi. « Ce que nous cherchons, c'est à mettre cette histoire dans le débat public, à l'exposer clairement avec son début, son développement, et sa conclusion. » Pour le réalisateur, Yannick Kergoat, « le procès qui s'ouvre enfin est une victoire des institutions démocratiques qui permettent une presse libre et une justice indépendante. »

● Nathalie Chifflet

« Nicolas Sarkozy et sa puissance médiatique essaient d'imposer une narration parallèle »

Fruit des quatorze ans d'enquête des journalistes **Fabrice Arfi**, **Karl Laske** et **Michaël Hadjenberg**, le documentaire *Personne n'y comprend rien*, réalisé par **Yannick Kergoat**, revient sur l'affaire des soupçons de financement libyen de la campagne présidentielle de 2007 de l'ancien chef de l'État.

« **Indignité** », « mensonges » venus « d'une officine au service de la gauche », « une fable »... Dans l'affaire du possible financement libyen de la campagne présidentielle du candidat Nicolas Sarkozy en 2007, l'ex-locataire de l'Élysée s'est beaucoup épanché sur les plateaux télévisés. Pour se défendre, il a péroré avec comme argument ultime « *personne n'y comprend rien* ». C'est cette phrase qu'a reprise ironiquement à son compte le documentariste Yannick Kergoat dans son film enquête, s'appuyant sur le travail des journalistes de Mediapart Fabrice Arfi, Karl Laske et Michaël Hadjenberg, pour démêler les fils de cette histoire.

Que signifie ce titre ironique, *Personne n'y comprend rien* ?

Karl Laske Nous avons vraiment la volonté d'aller sur le terrain de Nicolas Sarkozy dans cette affaire qui, paradoxalement, a beaucoup vécu par ses démentis. Dans les médias, on leur a souvent donné plus d'importance qu'aux faits eux-mêmes. Pas à Mediapart, où nous avons écrit 150 articles sur cette histoire, un livre, une BD, un podcast et sans doute bientôt en ferons-nous des mugs et des chaussettes. Cette histoire a surtout vécu par la manière, la puissance, la force de conviction de Nicolas Sarkozy – un animal médiatique spectaculaire – pour délégitimer un journal, une enquête et même la justice. Il a pour principe de faire le procès de la justice quand elle s'intéresse à lui. On utilise cette phrase de Nicolas Sarkozy pour dire : chiche, allons sur le terrain du spectaculaire pour montrer qu'une fois que la poussière de la communication est retombée il y a des faits bruts, contraignants et forts qu'on peut mettre en scène de manière sincère et honnête. Qui plus est au moment de l'ouverture du procès historique de l'affaire Sarkozy-Kadhafi où le bruit médiatique va générer une énorme curiosité citoyenne.

Nous essayons de réfléchir sur ce que nous raconte cette affaire, mais aussi sur ce qu'elle a de plus grand qu'elle-même. D'où les grands témoins comme Danièle Klein, d'une famille victime de l'attentat du DC-10 (le 19 septembre 1989, l'avion DC-10 de la compagnie UTA décolle de Brazzaville, au Congo, ses débris sont localisés le lendemain dans le désert du Ténéré, au Niger, aucun survivant parmi les 170 personnes à bord, dont 54 Français – NDLR). Elle rappelle que la corruption n'est pas sans lien avec la vie des gens. Patrick Haimzadeh (ancien diplomate en Libye – NDLR) permet de comprendre ce qu'étaient la dictature militaire moyenâgeuse de Kadhafi et les compromissions géopolitiques. François Molins (ancien procureur général près la Cour de cassation – NDLR) montre comment ceux qui nous ont

représentés font le procès de la justice et sont eux-mêmes les agents du tribunal médiatique qu'ils dénoncent quand la délinquance en col blanc se rapproche d'eux. Enfin, Julia Cagé pointe la tragédie médiatique qui peut exister dans notre pays autour de ce type d'affaires.

Pourquoi avez-vous choisi de faire coïncider la date de sortie du film avec celle de l'ouverture du procès ?

Fabrice Arfi Qui sait, dans le grand public, que des rencontres secrètes des plus hauts responsables de l'État ont eu lieu avec un terroriste recherché par la France et qu'il y a eu des négociations occultes, des versements d'argent documentés par des virements bancaires dans les poches d'un proche de Sarkozy et des contreparties consistant à tenter de faire sauter son mandat d'arrêt ? Cette information a-t-elle fait une seule fois l'ouverture du 20 heures ou d'une matinale ? Jamais. Pourtant, c'est absolument sidérant. Ce n'est pas nous qui le disons, mais les juges d'instruction, au terme de dix ans d'enquête dans une ordonnance de renvoi de 565 pages. Le tribunal dira si cela doit déboucher sur des condamnations. Mais cette

fenêtre de tir de l'ouverture du procès était un moment idoine pour expliquer au plus grand nombre ce qu'il y a dans cette affaire.

Karl Laske Dans ce dossier, les mis en cause, Nicolas Sarkozy et différents ministres, n'ont cessé d'attaquer les juges et la justice, et de crier au complot judiciaire. Le fait qu'on accompagne le procès en amont par ce film peut permettre aussi d'aider à ouvrir les yeux sur cette immense manipulation politique. À chaque fois que Sarkozy a voulu faire des contre-offensives, il est parvenu à entraîner les télévisions et son parti, comme un rouleau compresseur. Ses soutiens sont intervenus à l'Assemblée nationale, ils ont fait des conférences de presse. Il s'agit aussi d'expliquer les enjeux de communication qui se sont joués tout au long de ces dix années d'enquête pénale.

Michaël Hadjenberg On a l'habitude des incompréhensions dans les affaires de corruption mais, là, on ne pouvait pas les laisser passer. Nous n'avons jamais eu une telle affaire entre les mains, avec un président de la République, un dictateur, de la corruption, trois anciens ministres, une guerre derrière laquelle la France entraîne



Interview de Nicolas Sarkozy par Gilles Bouleau, sur le plateau du 20 heures de TF1, concernant l'affaire libyenne. ABACA

le monde entier. C'est une histoire hors normes. Certes ce procès est déjà énorme. Mais il était difficile d'accepter que les citoyens passent à côté de l'affaire. Il fallait qu'on tente quelque chose. C'était maintenant ou jamais.

Pourquoi vous est-il apparu impératif de préciser que tous les personnages du film sont présumés innocents ?

Fabrice Arfi Pour une raison morale et une raison légale. La raison morale, c'est que nous ne sommes ni juges ni magistrats. Nous ne sommes pas non plus policiers. Nous avons donc une fonction sociale qui est de mettre sur la table des faits d'intérêt général vérifiés. Ils rencontrent parfois le destin judiciaire. La raison légale est que nous sommes tenus de bien faire comprendre au public un pilier fondamental du droit français. On est présumé innocent tant qu'on n'a pas été condamné définitivement et nous ne devons donc pas présenter quelqu'un comme pénalement coupable. C'est aussi une façon de dire que la présomption d'innocence est un pilier circonscrit, pas un bandeau que certains essayent de mettre sur les yeux du grand public pour empêcher de raconter une histoire, des faits ou une enquête. Depuis des années, la présomption d'innocence est une sorte de totem d'immunité, comme le stylo qui efface dans *Men in Black*. C'est très dangereux. Une fois qu'on l'a dit au début et à la fin, comme deux bornes du film, nous avons une histoire à raconter.

Dans quelle mesure le financement participatif participe-t-il au souci d'indépendance de la production ?

Yannick Kergoat Il est au cœur de la problématique. Le financement participatif répond à deux exigences. Totalement indépendants du financement institutionnel, nous n'avons pas à attendre une réponse pendant six mois. Nous étions dans une certaine urgence pour la date de sortie.

« Nous n'avons jamais eu une telle affaire entre les mains, avec un président de la République, un dictateur, de la corruption, trois anciens ministres... »

MICHAËL HADJENBERG,
JOURNALISTE DE MEDIAPART

passée, nous étions absolument libres de faire ce que nous voulions. Le cinéma permet cette liberté éditoriale.

Michaël Hadjenberg Il ne faut pas être naïf par rapport au monde dans lequel on vit. Le service public est très frileux dès qu'il s'agit d'affaires politiques. Les plateformes ont peur tant qu'une affaire judiciaire n'a pas été jugée définitivement. Imaginez-vous ce film sur Sarkozy sur Canal+ ? On sait à l'avance que personne ne va suivre. Nous n'avons pas les moyens sur ce film. Pour la première fois, nous avons fait appel aux dons et avons misé sur les gens qui ont les mêmes valeurs que nous et pensent que ce film doit exister. Nous nous étions donné un mois pour atteindre le premier objectif, 125 000 ou 150 000 euros. En deux jours, c'était fait.

Comment avez-vous articulé les différents éléments de l'enquête pour en faire un film lisible pour tout un chacun ?

Yannick Kergoat C'est le gros enjeu. En une heure trente, on ne dit en réalité pas grand-chose. Un film a des exigences narratives. Il faut que les choses s'enchaînent dans une certaine logique. Très rapidement, l'idée de faire le récit de l'enquête s'est imposée, impliquant des

allers-retours. On ne découvre pas les faits dans l'ordre chronologique. L'essentiel du travail pour retisser l'affaire se fait au montage avec des images d'archives qui, pour chaque chapitre, permettent d'illustrer. Deux très longs entretiens filmés, avec Karl d'un côté, Fabrice de l'autre, racontent l'histoire en alternant leur parole.

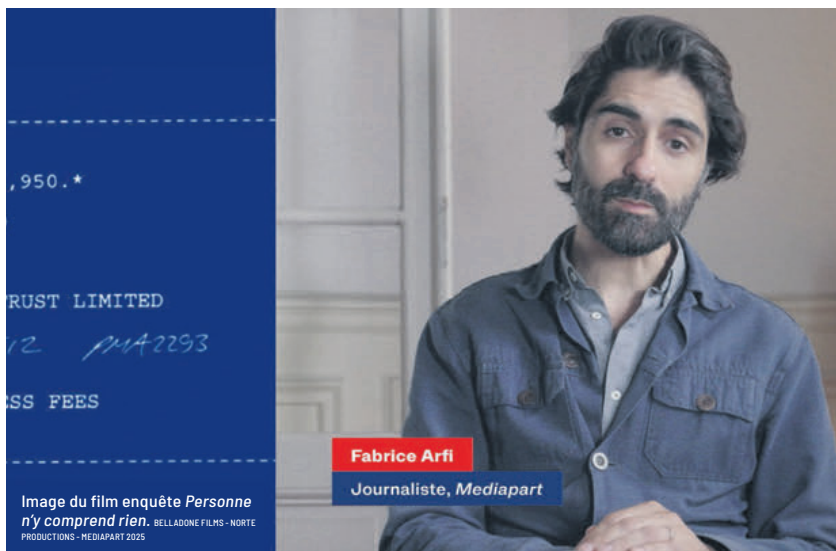
Fabrice Arfi L'un des messages imposés par Nicolas Sarkozy dans cette affaire, c'est qu'il n'y a rien, pas de preuve, pas un document, pas de trace, que les enquêteurs ont fait le tour du monde sans rien trouver. Or je fais ce métier depuis vingt-cinq ans, dont seize à Mediapart, et je n'ai jamais vu un dossier avec autant d'éléments matériels sensibles. Cette masse documentaire de preuves matérielles est sidérante. Au-delà du récit de Sarkozy, des grands témoins et de nous, il y a l'enjeu de faire vivre les documents comme des personnages et des véhicules de l'histoire. Pour asseoir la qualité et la rigueur de ce qu'on a essayé de faire avec Karl pendant quatorze ans, il faut montrer que cela ne sort pas de nulle part. Quand on parle de réunions secrètes, il y a des comptes rendus, des notes préparatoires. C'est vraiment l'antidote à la communication outrancière de Nicolas Sarkozy.

Le film montre aussi les liens entre Nicolas Sarkozy et une partie du monde médiatique. Dans quelle mesure s'inscrit-il dans une volonté de raconter un contre-récit ?

Fabrice Arfi Le contre-récit est celui de Nicolas Sarkozy qui a une puissance politique et médiatique très forte. L'une des difficultés symboliques de cette affaire est que Nicolas Sarkozy essaie d'imposer une narration parallèle à la réalité factuelle, dont on verrait elle rencontre une condamnation pénale. Encore une fois, ce n'est pas à nous de le dire. Mais nous voudrions que chacun et chacune comprenne que le contre-récit, ce n'est pas nous qui le faisons.

« Je fais ce métier depuis vingt-cinq ans, dont seize à Mediapart, et je n'ai jamais vu un dossier avec autant d'éléments matériels sensibles. »

FABRICE ARFI,
JOURNALISTE DE MEDIAPART



Que révèle ce film des liens entre les médias et le pouvoir ?

Fabrice Arfi La presse française s'est construite après guerre dans l'idée de l'indépendance. C'est le programme du Conseil national de la Résistance. Ces promesses d'indépendance ont disparu. Julia Cagé est là pour l'incarner dans le film. Il y a des batailles de chiffres mais 80, 85 ou 90 % des médias privés appartiennent aujourd'hui en France à des gens dont le cœur d'activité n'est pas une information libre et indépendante, à des milliardaires qui vendent des armes, de la téléphonie, font de la banque ou autre chose.

Michaël Hadjenberg Nicolas Sarkozy est un bon révélateur de ces liens. C'est le paroxysme avec Lagardère, un frère pour lui, Bolloré, qui lui prête son yacht au lendemain de son élection présidentielle, Bernard Arnault, ou ses liens passés avec Bouygues. Tous les grands patrons qui, aujourd'hui, détiennent l'immense majorité des médias en France sont ses amis. Des patrons de rédaction ou de chaîne imposent à des moments des contenus à des journalistes qui n'ont pas les moyens de résister.

Cela fait-il aussi du film une leçon d'exercice journalistique ?

Michaël Hadjenberg Les gens peuvent avoir l'impression que le journalisme, c'est venir sur des plateaux de télévision commenter cinq ou six sujets d'actualité en une heure, sans les connaître vraiment profondément. Mais des journalistes en France font leur métier avec cœur. Nous avons un rôle social. Cette enquête journalistique a abouti à une enquête judiciaire, qui se conclut aujourd'hui par un procès historique, qui va être suivi dans le monde entier. Sans Fabrice Arfi et sans Karl Laske, aurait-on su un jour la moindre chose de cette relation et de ces tractations franco-libyennes cachées ? C'est immodeste de le dire, mais nous sommes contents que les journalistes servent à quelque chose dans cette société. Et nous sommes contents de le rappeler au public, qui a effectivement tendance à l'oublier. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MICHAËL MELINARD

Personne n'y comprend rien, de Yannick Kergoat, France, 1h44. Au cinéma le 8 janvier.

« Nicolas Sarkozy et sa puissance médiatique essaient d'imposer une narration parallèle »

Fruit des quatorze ans d'enquête des journalistes **Fabrice Arfi**, **Karl Laske** et **Michaël Hadjenberg**, le documentaire *Personne n'y comprend rien*, réalisé par **Yannick Kergoat**, revient sur l'affaire des soupçons de financement libyen de la campagne présidentielle de 2007 de l'ancien chef de l'État.

« **I**ndignité », « mensonges » venus « d'une officine au service de la gauche », « une fable »... Dans l'affaire du possible financement libyen de la campagne présidentielle du candidat Nicolas Sarkozy en 2007, l'ex-locataire de l'Élysée s'est beaucoup épanché sur les plateaux télévisés. Pour se défendre, il a péroré avec comme argument ultime « *personne n'y comprend rien* ». C'est cette phrase qu'a reprise ironiquement à son compte le documentariste Yannick Kergoat dans son film enquête, s'appuyant sur le travail des journalistes de Mediapart Fabrice Arfi, Karl Laske et Michaël Hadjenberg, pour démêler les fils de cette histoire. **ENTRE**

Que signifie ce titre ironique, *Personne n'y comprend rien* ?

Karl Laske Nous avons vraiment la volonté d'aller sur le terrain de Nicolas Sarkozy dans cette affaire qui, paradoxalement, a beaucoup vécu par ses démentis. Dans les médias, on leur a souvent donné plus d'importance qu'aux faits eux-mêmes. Pas à Mediapart, où nous avons écrit 150 articles sur cette histoire, un livre, une BD, un podcast et sans doute bientôt en ferons-nous des mugs et des chaussettes. Cette histoire a surtout vécu par la manière, la puissance, la force de conviction de Nicolas Sarkozy – un animal médiatique spectaculaire – pour délégitimer un journal, une enquête et même la justice. Il a pour principe de faire le procès de la justice quand elle s'intéresse à lui. On utilise cette phrase de Nicolas Sarkozy pour dire : chiche, allons sur le terrain du spectaculaire pour montrer qu'une fois que la poussière de la communication est retombée il y a des faits bruts, contraignants et forts qu'on peut mettre en scène de manière sincère et honnête. Qui plus est au moment de l'ouverture du procès historique de l'affaire Sarkozy-Kadhafi où le bruit médiatique va générer une énorme curiosité citoyenne.

Nous essayons de réfléchir sur ce que nous raconte cette affaire, mais aussi sur ce qu'elle a de plus grand qu'elle-même. D'où les grands témoins comme Danièle Klein, d'une famille victime de l'attentat du DC-10 (le 19 septembre 1989, l'avion DC-10 de la compagnie UTA décolle de Brazzaville, au Congo, ses débris sont localisés le lendemain dans le désert du Ténéré, au Niger, aucun survivant parmi les 170 personnes à bord, dont 54 Français – NDLR). Elle rappelle que la corruption n'est pas sans lien avec la vie des gens. Patrick Haimzadeh (ancien diplomate en Libye – NDLR) permet de comprendre ce qu'étaient la dictature militaire moyenâgeuse de Kadhafi et les compromissions géopolitiques. François Molins (ancien procureur général près la Cour de cassation – NDLR) montre comment ceux qui nous ont représentés font le procès de la justice et sont eux-mêmes les agents du tribunal médiatique qu'ils dénoncent quand la délinquance en col blanc se rapproche d'eux. Enfin, Julia Cagé pointe la tragédie médiatique qui peut exister dans notre pays autour de ce type d'affaires.

Pourquoi avez-vous choisi de faire coïncider la date de sortie du film avec celle de l'ouverture du procès ?

Fabrice Arfi Qui sait, dans le grand public, que des rencontres secrètes des plus hauts responsables de l'État ont eu lieu avec un terroriste recherché par la France et qu'il y a eu des négociations occultes, des versements d'argent documentés par des virements bancaires dans les poches d'un proche de Sarkozy et des contreparties consistant à tenter de faire sauter son mandat d'arrêt ? Cette information a-t-elle fait une seule fois l'ouverture du 20 heures ou d'une matinale ? Jamais. Pourtant, c'est absolument sidérant. Ce n'est pas nous qui le disons, mais les juges d'instruction, au terme de dix ans d'enquête dans une ordonnance de renvoi de 565 pages. Le tribunal dira si cela doit déboucher sur des condamnations. Mais cette



fenêtre de tir de l'ouverture du procès était un moment idoine pour expliquer au plus grand nombre ce qu'il y a dans cette affaire.

Karl Laske Dans ce dossier, les mis en cause, Nicolas Sarkozy et différents ministres, n'ont cessé d'attaquer les juges et la justice, et de crier au complot judiciaire. Le fait qu'on accompagne le procès en amont par ce film peut permettre aussi d'aider à ouvrir les yeux sur cette immense manipulation politique. À chaque fois que Sarkozy a voulu faire des contre-offensives, il est parvenu à entraîner les télés et son parti, comme un rouleau compresseur. Ses soutiens sont intervenus à l'Assemblée nationale, ils ont fait des conférences de presse. Il s'agit aussi d'expliquer les enjeux de communication qui se sont joués tout au long de ces dix années d'enquête pénale.

Michaël Hadjenberg On a l'habitude des incompréhensions dans les affaires de corruption mais, là, on ne pouvait pas les laisser passer. Nous n'avons jamais eu une telle affaire entre les mains, avec un président de la République, un dictateur, de la corruption, trois anciens ministres, une guerre derrière laquelle la France entraîne le monde entier. C'est une histoire hors normes. Certes ce procès est déjà énorme. Mais il était difficile d'accepter que les citoyens passent à côté de l'affaire. Il fallait qu'on tente quelque chose. C'était maintenant ou jamais.

Pourquoi vous est-il apparu impératif de préciser que tous les personnages du film sont présumés innocents ?

Fabrice Arfi Pour une raison morale et une raison légale. La raison morale, c'est que nous ne sommes ni juges ni magistrats. Nous ne sommes pas non plus policiers. Nous avons donc une fonction sociale qui est de mettre sur la table des faits d'intérêt général vérifiés. Ils rencontrent parfois le destin judiciaire. La raison légale est que nous sommes tenus de bien faire comprendre au public un pilier fondamental du droit français. On est présumé in-

nocent tant qu'on n'a pas été condamné définitivement et nous ne devons donc pas présenter quelqu'un comme pénalement coupable. C'est aussi une façon de dire que la présomption d'innocence est un pilier circonscrit, pas un bandeau que certains essayent de mettre sur les yeux du grand public pour empêcher de raconter une histoire, des faits ou une enquête. Depuis des années, la présomption d'innocence est une sorte de totem d'immunité, comme le stylo qui efface dans *Men in Black*. C'est très dangereux. Une fois qu'on l'a dit au début et à la fin, comme deux bornes du film, nous avons une histoire à raconter.

Dans quelle mesure le financement participatif participe-t-il au souci d'indépendance de la production ?

Yannick Kergoat Il est au cœur de la problématique. Le financement participatif répond à deux exigences. Totalement indépendants du financement institu-

« Nous n'avons jamais eu une telle affaire entre les mains, avec un président de la République, un dictateur, de la corruption, trois anciens ministres... »

MICHAËL HADJENBERG,
JOURNALISTE DE MEDIAPART

tionnel, nous n'avons pas à attendre une réponse pendant six mois. Nous étions dans une certaine urgence pour la date de sortie. Puis 10 138 personnes ont donné un total d'un peu plus de 500 000 euros – on a battu le record de *Demain* de Cyril Dion – pour ce film. Ce n'est pas rien. Nous avons cette puissance des citoyennes et des citoyens qui veulent comprendre et ont mis parfois 5 ou 10 euros, parfois beaucoup plus. Une fois la censure économique dé-

passée, nous étions absolument libres de faire ce que nous voulions. Le cinéma permet cette liberté éditoriale. **Michaël Hadjenberg** Il ne faut pas être naïf par rapport au monde dans lequel on vit. Le service public est très frileux dès qu'il s'agit d'affaires politiques. Les plateformes ont peur tant qu'une affaire judiciaire n'a pas été jugée définitivement. Imaginez-vous ce film sur Sarkozy sur Canal + ? On sait à l'avance que personne ne va suivre. Nous n'avions pas les moyens sur ce film. Pour la première fois, nous avons fait appel aux dons et avons misé sur les gens qui ont les mêmes valeurs que nous et pensent que ce film doit exister. Nous nous étions donné un mois pour atteindre le premier objectif, 125 000 ou 150 000 euros. En deux jours, c'était fait.

Comment avez-vous articulé les différents éléments de l'enquête pour en faire un film lisible pour tout un chacun ?

Yannick Kergoat C'est le gros enjeu. En une heure trente, on ne dit en réalité pas grand-chose. Un film a des exigences narratives. Il faut que les choses s'enchaînent dans une certaine logique. Très rapidement, l'idée de faire le récit de l'enquête s'est imposée, impliquant des allers-retours. On ne découvre pas les faits dans l'ordre chronologique. L'essentiel du travail pour retisser l'affaire se fait au montage avec des images d'archives qui, pour chaque chapitre, permettent d'illustrer. Deux très longs entretiens filmés, avec Karl d'un côté, Fabrice de l'autre, racontent l'histoire en alternant leur parole.

Fabrice Arfi L'un des messages imposés par Nicolas Sarkozy dans cette affaire, c'est qu'il n'y a rien, pas de preuve, pas un document, pas de trace, que les enquêteurs ont fait le tour du monde sans rien trouver. Or je fais ce métier depuis vingt-cinq ans, dont seize à Mediapart, et je n'ai jamais vu un dossier avec autant d'éléments matériels sensibles. Cette masse documentaire de preuves matérielles est sidérante. Au-delà du récit de Sarkozy, des grands témoins et de nous, il y a l'enjeu de faire vivre les documents comme des personnages et des véhicules de l'histoire. Pour asseoir la qualité et la rigueur de ce qu'on a essayé de faire avec Karl pendant quatorze ans, il faut montrer que cela ne sort pas de nulle part. Quand on parle de réunions secrètes, il y a des comptes rendus, des notes préparatoires. C'est vraiment l'antidote à la communication outrancière de Nicolas Sarkozy.

Le film montre aussi les liens entre Nicolas Sarkozy et une partie du monde médiatique. Dans quelle mesure s'inscrit-il dans une volonté de raconter un contre-récit ?

Fabrice Arfi Le contre-récit est celui de Nicolas Sarkozy qui a une puissance politique et médiatique très forte.

L'une des difficultés symboliques de cette affaire est que Nicolas Sarkozy essaie d'imposer une narration parallèle à la réalité factuelle, dont on verra si elle rencontre une condamnation pénale. Encore une fois, ce n'est pas à nous de le dire. Mais nous voudrions que chacun et chacune comprenne que le contre-récit, ce n'est pas nous qui le faisons.

« Je fais ce métier depuis vingt-cinq ans, dont seize à Mediapart, et je n'ai jamais vu un dossier avec autant d'éléments matériels sensibles. »

FABRICE ARFI,
JOURNALISTE DE MEDIAPART

Que révèle ce film des liens entre les médias et le pouvoir ?

Fabrice Arfi La presse française s'est construite après guerre dans l'idée de l'indépendance. C'est le programme du Conseil national de la Résistance. Ces promesses d'indépendance ont disparu. Julia Cagé est là pour l'incarner dans le film. Il y a des batailles de chiffres mais 80, 85 ou 90 % des médias privés appartiennent aujourd'hui en France à des gens dont le cœur d'activité n'est pas une information libre et indépendante, à des milliardaires qui vendent des armes, de la téléphonie, font de la banque ou autre chose.

Michaël Hadjenberg Nicolas Sarkozy est un bon révélateur de ces liens. C'est le paroxysme avec Lagardère, un frère pour lui, Bolloré, qui lui prête son yacht au lendemain de son élection présidentielle, Bernard Arnault, ou ses liens passés avec Bouygues. Tous les grands patrons qui, aujourd'hui, détiennent l'immense majorité des médias en France sont ses amis. Des patrons de rédaction ou de chaîne imposent à des moments des contenus à des journalistes qui n'ont pas les moyens de résister.

Cela fait-il aussi du film une leçon d'exercice journalistique ?

Michaël Hadjenberg Les gens peuvent avoir l'impression que le journalisme, c'est venir sur des plateaux de télévision commenter cinq ou six sujets d'actualité en une heure, sans les connaître vraiment profondément. Mais des journalistes en France font leur métier avec cœur. Nous avons un rôle social. Cette enquête journalistique a abouti à une enquête judiciaire, qui se conclut aujourd'hui par un procès historique, qui va être suivi dans le monde entier. Sans Fabrice Arfi et sans Karl Laske, aurait-on su un jour la moindre chose de cette relation et de ces tractations franco-libyennes cachées ? C'est immodeste de le dire, mais nous sommes contents que les journalistes servent à quelque chose dans cette société. Et nous sommes contents de le rappeler au public, qui a effectivement tendance à l'oublier. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MICHAËL MELINARD

★ L'HUMANITÉ

Mardi 7 janvier 2025

ITW Yannick sur Instagram



et on lui dit "on va vous expliquer."



lhumanitefr "Personne n'y comprend rien" c'est le film à voir si vous n'avez pas tout compris sur le soupçon de financement de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007 par le dictateur libyen Mouammar Kadhafi.

Entretien avec le réalisateur Yannick Kergoat, sortie le 10 janvier !

Yannick Kergoat : « Il y a une forme de censure de ce film par les réseaux de distribution »

INTERVIEW. Ce mercredi sort en salle «Personne n'y comprend rien», le dernier documentaire de Yannick Kergoat, réalisé en collaboration avec Mediapart, sur le supposé financement de la campagne de Nicolas Sarkozy de 2007 par le colonel Kadhafi. Entretien avec ce réalisateur engagé.

Comment est né ce projet ?

C'est une demande de la rédaction du pôle Enquête de Mediapart. Ils avaient le souhait de faire un film autour de l'enquête la plus emblématique du journal : l'affaire du financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy. Je travaillais à l'époque sur une série documentaire coécrite avec Edwy Plenel et nous étions donc très régulièrement en contact. J'avais également déjà rencontré Fabrice Arfi au cours de projections débats sur mon précédent film sur l'évasion fiscale. Ils m'ont proposé de réfléchir avec eux, ce que j'ai accepté.

Vous avez l'habitude de travailler seul. Comment avez-vous vécu le travail avec la machine Mediapart ?

J'ai trouvé cela extrêmement agréable à plus d'un titre ! Premièrement, car je n'étais pas tout seul puisque j'ai coécrit le film avec Karl Laske, Fabrice Arfi et Michaël Hajdenberg. Ils sont à l'origine de la matière narrative et de l'enquête. J'ai été directement alimenté par eux sur le récit. Cela a représenté une grande étape. Ensuite, le film a été quasiment exclusivement financé par crowdfunding. Nous l'avons monté avec les équipes de Mediapart, les services web et marketing notamment. Ce sont des personnes superbes, très efficaces et engagées. Troisièmement, ils m'ont ensuite laissé les clés du film et donc totalement libre. On m'a fait confiance tout en étant là si j'en avais besoin.

Pourquoi avoir choisi le financement participatif ?

Nous avions déjà en partie financé «La très grande évasion» de cette manière. Cela nous a donné une première expérience. Lorsqu'on fait un film de cinéma, il n'y a pour moi qu'une censure : l'économie. Trouver l'argent pour faire un film est habituellement compliqué. Mais alors sur un sujet comme celui-ci, cela l'est encore plus. Nous avons évidemment tout de suite anticipé les refus de Canal+ et d'un certain nombre de chaînes que nous aurions pu solliciter, mais trop frileuses. Le seul outil que nous avions était de faire un film le moins cher possible tout en ayant recours au financement participatif. La réponse a d'ailleurs été de taille : 10 138 donateurs nous ont permis de dépasser le record du cinéma français en termes de ce type de financement. Une fois cette censure économique levée, nous devenons totalement libres.

Avez-vous subi d'autres pressions ?

Très honnêtement, je n'ai pas eu de pression. Aucun coup de fil, aucune menace.



© Yannick Kergoat

Nous avons peut-être travaillé dans une forme de paranoïa. L'affaire est très grave et implique des personnalités très puissantes. Cependant, les pressions ont été largement exercées au cours de l'enquête.

Le procès de l'affaire des soupçons de financement libyen de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007 s'est ouvert ce lundi 6 janvier. Avez-vous mis en place un dispositif particulier ?

Nous avions depuis le début l'objectif de sortir le film au commencement du procès. La raison est simple : nous pensons qu'il y aura de la part des gens un intérêt pour l'affaire. Il faut donc essayer de leur expliquer. Le titre «Personne n'y comprend rien» est une forme d'invitation à essayer d'y comprendre quelque chose justement. Mes amis ne savaient même pas que le procès n'avait pas encore eu lieu. Nous sommes noyés dans des informations très parcelaires, et ce, depuis 13 ans. Ce procès était le moment d'en parler et cela nous a contraints à travailler très vite.

Contrairement à d'autres de vos films, le ton n'est pas du tout cynique. Était-ce dans votre cahier des charges ?

Bizarrement, non ! En effet, l'humour et l'ironie sont plutôt ma marque de fabrique. Je les considère comme une arme permettant d'amener une certaine connivence à un propos. Pour ce film, très rapidement au montage, je me suis aperçu que cela ne marcherait pas. L'affaire n'est pas drôle du tout. Il fallait que le film traduise la rigueur journalistique. Au cours des rares projections faites devant un public, j'ai pourtant entendu les gens rire. Tout au long du film, il y a les différents motifs des déclarations de

Nicolas Sarkozy au cours de ces années. Le personnage fait rire de lui-même.

En quoi cette affaire est-elle symptomatique des dérives étatiques actuelles ?

Elle révèle en effet l'état de notre démocratie, de notre élite dirigeante et du niveau de corruption qu'il peut y régner. Cette affaire est la pointe émergée de l'iceberg des choses que nous sentons intuitivement. J'ai tout de suite proposé à Mediapart que l'on ne se tienne pas uniquement au récit de l'enquête. Pour aller très vite, réfléchir à ce que j'appelle le coût démocratique. Ce que cela raconte de notre société, de notre système de justice, des médias. À partir du moment où l'affaire est devenue judiciaire, les journalistes de Mediapart se sont énormément interrogés sur le peu de reprise que suscitaient leurs articles.

Dans quels réseaux le film sort-il ?

Le film sort le 8 janvier 2025, dans toute la France. Et ce dans toutes les salles qui font le choix de le montrer. Mais les gros réseaux vont en être particulièrement absents, notamment UGC et MK2. Nous serons donc présents dans les cinémas indépendants dont le tissu est fort heureusement dense en France. Mais il y a une forme de censure, appelons un chat, un chat !

Une diffusion prochaine par des chaînes de télévision est-elle envisagée ?

Non, pour les mêmes raisons que celles des réseaux de cinéma. Ce qui est intéressant, lorsqu'on fait ce type de film, est qu'il sera accompagné par des débats. La rédaction de Mediapart s'est énormément mobilisée et beaucoup de journalistes iront partout en France au contact du public. L'intérêt de faire un film au cinéma est qu'il permet d'aller à la rencontre des gens, pour ensuite discuter et répondre à leurs questions.

Avez-vous d'autres projets ?

Je réalise en partie une série documentaire «Le siècle de Costa-Gavras», que j'ai coécrite avec Edwy Plenel. Nous utilisons un ou deux de ses films par épisode, pour traiter d'un moment historique, de la deuxième moitié du XX^e siècle jusqu'à aujourd'hui. Une série politico-cinématographique. Nous avons dix épisodes de prévus, trois sont déjà réalisés et deux ont été montrés au Festival de Cannes. Nous sommes toujours en attente d'avoir une ou deux chaînes de télévision en coproduction et/ou une chaîne à l'international pour pouvoir totalement lancer la machine. Mais nous continuons à avancer.

Propos recueillis par Julien Bouisset

Libération Lundi 6 Janvier 2025



Claude Guéant, Muammar al-Kadhafi et Nicolas Sarkozy à Tripoli, le 25 juillet 2007. PHOTO PASCAL ROSSIGNOL, REUTERS

«Mediapart» rembobine au ciné la saga Sarkozy-Kadhafi

A l'origine des révélations sur le supposé financement de la campagne de 2007 par la dictature libyenne, le site d'investigation sort un film retraçant l'affaire, tout en s'interrogeant sur son propre isolement médiatique.

C'est un moment particulier pour Mediapart : le procès du financement libyen qui s'ouvre ce lundi vient mettre sur la table près de quatorze ans de révélations du site d'investigation sur cette affaire d'Etat présumée. Il fallait donc bien un film d'une heure quarante, *Personne n'y comprend rien*, pour revisiter les dédales de ce touffu dossier. «On a voulu aller sur le terrain de Sarkozy, celui du spectacle», explique à Libération Fabrice Arfi, coresponsable des enquêtes à Mediapart. Quand il déclare au Figaro «Personne n'y comprend rien» à propos de cette affaire, on lui répond «chiche». Le résultat, en salles mercredi, est limpide, accablant déroulé des faits avec une pointe de grotesque – la défense cartoonnesque de Sarkozy, les images absurdes de Kadhafi, chapka sur la tête, visitant Versailles.

Période mouvementée. L'affaire arrive du côté de Mediapart début 2011 par un mail sibyllin : «J'ai peut-être quelque chose pour vous, à propos de quelqu'un sur lequel vous écrivez.» Ce quelqu'un, c'est Ziad Takieddine. L'homme d'affaires libanais se trouvait déjà au cœur des premières révélations du site en 2008, six mois après sa création, sur l'affaire Karachi. «Avec Karl Laske, on se rend alors dans un pays étranger pour récupérer ce qui s'avère être le disque dur de Takieddine, des dizaines de milliers de

documents», se souvient Fabrice Arfi. Une mine d'informations pour mettre au jour ce personnage occulte, à l'époque l'intermédiaire préféré de la droite française dans la vente d'armes au Moyen-Orient.

À l'été 2011, les premiers articles du duo Arfi-Laske révèlent les liens troubles entre Takieddine et le premier cercle de Sarkozy. Notamment pour obtenir l'abandon des poursuites judiciaires contre Abdallah Senoussi, patron des services spéciaux libyens, visé par un mandat d'arrêt international pour son rôle dans l'explosion d'un avion de ligne de la compagnie UTA, en 1989, qui avait fait 170 morts. Il n'est pas encore question de financement de campagne et ces «documents Takieddine» ne rencontrent pas tellement d'écho. La période est mouvementée : la Libye est en pleine guerre civile, et le juge Van Ruymbeke vient d'accélérer son instruction du volet financier de l'affaire Karachi. «Et en plus, il y a nos révélations, sur autre chose», se souvient Fabrice Arfi. Il y a du brouillage médiatique, et c'est normal. Moins normale, aux yeux du journaliste, fut la solitude de Mediapart dans ce dossier les années qui suivirent. Les soupçons de financement de la campagne 2007 sont dévoilés par

le site début 2012, alors que Sarkozy se présente à sa réélection. A cinq jours du second tour, Arfi et Laske en publient une preuve, un document de 2006 dans lequel le régime libyen annonce débloquer la somme de 50 millions d'euros. Sarkozy poursuivra le média pour «faux et usage de faux» – il perdra tous ses recours. Médiatiquement, «cette affaire vivra plus par les démentis de Sarkozy que par les faits mêmes», regrette aujourd'hui Fabrice Arfi, citant des interviews au long cours sur TF1 ou BFM TV, sans que le fond de l'affaire n'ait jamais été détaillé aux téléspectateurs.

Crowdfunding record. La contre-offensive médiatique, au cœur de la dernière partie de *Personne n'y comprend rien*, sera surtout organisée dans le *Journal du dimanche* ou *Paris Match*, propriétés du groupe Lagardère dont l'ancien président est administrateur. Voir sur BFM TV via l'entremise de Mimi Marchand, pour le désormais fameux épisode de la fausse rétractation de Takieddine. À côté, seules les émissions d'investigation de France Télévisions ou Radio France feront avancer le dossier, selon Arfi. Aucune couverture de magazine, peu de reprises par les quotidiens nationaux ou le *Canard enchaîné*. «J'ai toujours du mal à le comprendre, notamment en comparaison à d'autres affaires de moindre importance, comme l'affaire de Rugby», s'étonne le journaliste. Un scandale trop étiqueté Mediapart ? Trop d'affaires Sarkozy ? Un dossier trop compliqué ? Un peu de tout ça en même temps ? À l'occasion du procès, Mediapart veut en tout cas faire œuvre de pédagogie, avec ce documentaire financé par un crowdfunding record, à hauteur de 500 000 euros. Pour que tout le monde y comprenne enfin quelque chose ?

ADRIEN FRANQUE

Médiatiquement, «cette affaire vivra plus par les démentis de Sarkozy que par les faits mêmes.»

Fabrice Arfi
coresponsable des enquêtes à «Mediapart»

★ LIBÉRATION

Lundi 6 janvier 2025

A l'origine des révélations sur le supposé financement de la campagne de 2007 par la dictature libyenne, le site d'investigation sort un film retraçant l'affaire, tout en s'interrogeant sur son propre isolement médiatique.

C'est un moment particulier pour Mediapart : le procès du financement libyen qui s'ouvre ce lundi vient mettre sur la table près de quatorze ans de révélations du site d'investigation sur cette affaire d'Etat présumée. Il fallait donc bien un film d'une heure quarante, *Personne n'y comprend rien*, pour revisiter les dédales de ce touffu dossier. « On a voulu aller sur le terrain de Sarkozy, celui du spectacle, explique à Libération Fabrice Arfi, coresponsable des enquêtes à Mediapart. Quand il déclare au Figaro "Personne n'y comprend rien" à propos de cette affaire, on lui répond "chiche" ». Le résultat, en salles mercredi, est limpide, accablant déroulé des faits avec une pointe de grotesque – la défense cartoonnesque de Sarkozy, les images absurdes de Kadhafi, chapka sur la tête, visitant Versailles.

Période mouvementée. L'affaire arrive du côté de Mediapart début 2011 par un mail sibyllin : « J'ai peut-être quelque chose pour vous, à propos de quelqu'un sur lequel vous écrivez. » Ce quelqu'un, c'est Ziad Takieddine. L'homme d'affaires libanais se trouvait déjà au cœur des premières révélations du site en 2008, six mois après sa création, sur l'affaire Karachi. « Avec Karl Laske, on se rend alors dans un pays étranger pour récupérer ce qui s'avère être le disque dur de Takieddine, des dizaines de milliers de

documents », se souvient Fabrice Arfi. Une mine d'informations pour mettre au jour ce personnage occulte, à l'époque l'intermédiaire préféré de la droite française dans la vente d'armes au Moyen-Orient.

À l'été 2011, les premiers articles du duo Arfi-Laske révèlent les liens troubles entre Takieddine et le premier cercle de Sarkozy. Notamment pour obtenir l'abandon des poursuites judiciaires contre Abdallah Senoussi, patron des services spéciaux libyens, visé par un mandat d'arrêt international pour son rôle dans l'explosion d'un avion de ligne de la compagnie UTA, en 1989, qui avait fait 170 morts. Il n'est pas encore question de financement de campagne et ces « documents Takieddine » ne rencontrent pas tellement d'écho. La période est mouvementée : la Libye est en pleine guerre civile, et le juge Van Ruymbeke vient d'accélérer son instruction du volet financier de l'affaire Karachi. « Et en plus, il y a nos révélations, sur autre chose, se souvient Fabrice Arfi. Il y a du brouillage médiatique, et c'est normal. »

Moins normale, aux yeux du journaliste, fut la solitude de Mediapart dans ce dossier les années qui suivirent. Les soupçons de financement de la campagne 2007 sont dévoilés par

Médiatiquement, «cette affaire vivra plus par les démentis de Sarkozy que par les faits mêmes.»

Fabrice Arfi
coresponsable des enquêtes
à «Mediapart»

le site début 2012, alors que Sarkozy se présente à sa réélection. A cinq jours du second tour, Arfi et Laske en publient une preuve, un document de 2006 dans lequel le régime libyen annonce débloquer la somme de 50 millions d'euros. Sarkozy poursuivra le média pour « faux et usage de faux » – il perdra tous ses recours. Médiatiquement, « cette affaire vivra plus par les démentis de Sarkozy que par les faits mêmes », regrette aujourd'hui Fabrice Arfi, citant des interviews au long cours sur TF1 ou BFM TV, sans que le fond de l'affaire n'ait jamais été détaillé aux téléspectateurs.

Crowdfunding record. La contre-offensive médiatique, au cœur de la dernière partie de *Personne n'y comprend rien*, sera surtout organisée dans le *Journal du dimanche* ou *Paris Match*, propriétés du groupe Lagardère dont l'ancien président est administrateur. Voir sur BFM TV via l'entremise de Mimi Marchand, pour le désormais fameux épisode de la fausse rétractation de Takieddine. A côté, seules les émissions d'investigation de France Télévisions ou Radio France feront avancer le dossier, selon Arfi. Aucune couverture de magazine, peu de reprises par les quotidiens nationaux ou le *Canard enchaîné*. « J'ai toujours du mal à le comprendre, notamment en comparaison à d'autres affaires de moindre importance, comme l'affaire de Rugby », s'étonne le journaliste. Un scandale trop étiqueté Mediapart ? Trop d'affaires Sarkozy ? Un dossier trop compliqué ? Un peu de tout ça en même temps ? A l'occasion du procès, Mediapart veut en tout cas faire œuvre de pédagogie, avec ce documentaire financé par un crowdfunding record, à hauteur de 500 000 euros. Pour que tout le monde y comprenne enfin quelque chose ?

ADRIEN FRANQUE

Un éclairage sur l'affaire « Sarkozy-Kadhafi »

Le documentaire de Yannick Kergoat restitue le scandale avec clarté et esprit de synthèse

PERSONNE N'Y
COMPREND RIEN

■ ■ ■

Lundi 6 janvier s'est ouvert, devant la 36^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, le procès relatif au financement libyen de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007. L'ex-président de la République, qui vient d'écoper de trois ans de prison dont un an ferme dans l'affaire dite « des écoutes », risque cette fois jusqu'à dix années d'emprisonnement, puisqu'il comparait sous les chefs d'accusation de « recel de détournement de fonds publics », « corruption passive », « financement illégal de campagne électorale » et « association de malfaiteurs ».

Réalisé par Yannick Kergoat, monteur de films de fiction et réalisateur de documentaires engagés, coproduit par Mediapart, dont le rôle dans la divulgation de cette affaire fut prépondérant, ce documentaire a pour ambition de nous en offrir la plus claire vision possible en restituant l'enquête au long cours qui l'aura révélée, puis patiemment étayée.

Une gageure, alors même que ses multiples ramifications, dénégations, palinodies et rebondissements auraient tendance à brouiller l'entendement. A cet égard, en dépit d'une mise en scène plus illustrative que créative, le film remporte son pari. Sa remarquable capacité de synthèse infirme à cet égard son titre, facétieusement emprunté à Nicolas Sarkozy, qui n'aura quant à lui cessé de jouer l'intégrité et le bon sens outragés face aux révélations accablantes qui le visaient.

Ventes de frégates

La structure du film repose pour l'essentiel sur la parole des personnages – tous enregistrés dans un appartement vide non identifié

sans que l'on comprenne bien la raison – prolongée par des archives majoritairement télévisuelles, projetées sur les murs dudit appartement. La sobriété du dispositif laisse toute sa place au déploiement d'un récit pris en charge par plusieurs narrateurs. Au premier chef, les deux journalistes de Mediapart qui se sont saisis dès 2011 de cette affaire, pour ne plus la lâcher, Fabrice Arfi et Karl Laske. Les témoins qui apportent leur compétence ou leur expérience sur tel ou tel aspect du déroulement de cette affaire, tels l'économiste Julia Cagé ou l'ancien procureur de la République François Molins (2011-2018). Enfin la voix off de l'actrice Florence Loiret Caille, pour pimenter, imagine-t-on, cette enquête interlope en milieu trouble, d'un zeste du souvenir de la série *Le Bureau des légendes*.

On ne saurait cependant détailler le contenu du film sans, ipso facto, le dépouiller de tout intérêt pour ses futurs spectateurs. Précisons à tout le moins ses grandes lignes. Tout commence par l'apparition en 2011 du personnage-clé de cette affaire, l'homme d'affaires et intermédiaire politique libanais Ziad Takieddine, qui contacte les journalistes de Mediapart pour les renseigner sur le versement clandestin de sommes considérables, par le leader libyen Mouammar Kadhafi (1942-2011), destinées à financer la campagne de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, pour les élections présidentielles de 2007.

Familier de longue date des cercles politiques français et fin connaisseur du monde arabe, Takieddine a notamment servi d'intermédiaire, dès 1994, dans les ventes de frégates à l'Arabie saoudite et de sous-marins au Pakistan. Outre des commissions personnelles surdimensionnées, de substantielles rétrocommissions servent alors à alimenter la campagne d'Edouard Balladur. Takieddine

sera d'ailleurs condamné à cinq ans de prison par la justice française en 2020 et fuira au Liban.

Sarkozy aurait en effet noué des liens avec le dictateur, qui a le sang de 54 Français sur les mains (parmi les 170 victimes de l'attentat à la bombe contre le vol UTA 772 en 1989) et qui cherche à se réhabiliter de sa période terroriste. Des émissaires secrets voyagent entre les deux pays, parmi lesquels des proches du ministre de l'intérieur, tels Thierry Herzog, Claude Guéant ou Brice Hortefeux. On trouvera, plus tard, une trace de ces versements occultes. Elu président, Nicolas Sarkozy déroule le tapis rouge au dictateur libyen, qui installe sa tente dans la cour de l'Élysée. En 2011, dans la foulée des printemps arabes et de la guerre civile libyenne, le président fait volte-face et obtient de l'ONU le droit de bombarder son ancien allié. Kadhafi, fugitif, finira assassiné.

Il ne restera plus à Ziad Takieddine qu'à se dédire et à disculper Nicolas Sarkozy (mis en examen en 2018) sur BFM-TV en 2020, avant de se désavouer à nouveau en 2021, tandis qu'en France la justice met en examen la conseillère en image Mimi Marchand, amie du couple Sarkozy, pour « subornation de témoins ». Voici, de manière grossièrement résumée, les principales articulations d'un film dont les détails, plus sordides et machiavéliques les uns que les autres, font se dresser les cheveux sur la tête.

Force est toutefois de reconnaître que le film ne produit aucune objection contradictoire à son propos, à tous égards accablant. Il appartient aujourd'hui à la justice de dire le fin mot de ce qui s'apparente à un scandale d'Etat. ■

JACQUES MANDELBAUM

*Documentaire français de
Yannick Kergoat (1h43).*

Sarkozy-Kadhafi : le procès s'ouvre à Paris

L'ex-chef de l'Etat et plusieurs de ses proches sont jugés dans l'affaire du financement de la campagne de 2007

C'est le procès que Nicolas Sarkozy redoutait le plus : celui de l'affaire du financement présumé par la Libye de sa campagne présidentielle de 2007. L'ancien chef de l'Etat est accusé d'avoir noué « un pacte de corruption » dès 2005 avec Mouammar Kadhafi, en échange de contreparties, financières, industrielles, et pour faciliter le retour du dictateur sur la scène internationale. Quelques mois après son élection, en juillet 2007, le nouveau président de la République se rend à Tripoli. Il a accueilli en grande pompe, cinq mois plus tard, le Guide libyen à Paris. Nicolas Sarkozy a ensuite pris la tête d'une coalition internationale pour intervenir dans une Libye en pleine insurrection, le dictateur a été tué en octobre 2011. Les bombardements n'ont pas contribué à retrouver les archives du régime.

L'ancien président est jugé devant le tribunal judiciaire de Paris, à partir du lundi 6 janvier et jusqu'au 10 avril, pour « corruption, recel de détournement de fonds publics, financement illégal de campagne et association de malfaiteurs » ; il devra d'ailleurs bientôt comparaître avec un bracelet électronique, après avoir été définitivement condamné le 18 décembre à un an de prison ferme pour corruption dans l'affaire des écoutes. Il est cette fois accompagné de 12 autres prévenus, dont trois anciens ministres, Brice Hortefeux, Claude Guéant



Nicolas Sarkozy accueilli par Mouammar Kadhafi, à Tripoli, le 25 juillet 2007.
PATRICK KOVARIK/AFP

DOSSIER COMPLEXE

Tous – sauf Eric Woerth, alors président de son association de financement – risquent dix ans d'emprisonnement et des amendes colossales, et tous contestent les charges. Quatre d'entre eux ne seront pas présents, et font l'objet d'un mandat d'arrêt international : le Saoudien Khaled Bugshan, l'ancien directeur de cabinet de Kadhafi Bechir Saleh, l'intermédiaire Ziad Takieddine et un avocat malaisien, que le Parquet national financier soupçonne d'être en fait mort depuis trois ans.

Le dossier est particulièrement complexe, et les juges d'instruction ont, pendant dix ans, eu fort à faire pour s'y retrouver dans un entrelacs vertigineux de sociétés-

**LES JUGES
RECONNAISSENT
ÉQUITABLEMENT QUE
TOUTE LA LUMIÈRE
N'A PU ÊTRE FAITE :
« EN MATIÈRE DE
CORRUPTION, IL
N'EXISTE PAS DE
PREUVE ABSOLUE. »**

écrans, d'apparents mensonges et de déclarations contradictoires

« Personne n'y comprend rien », avait résumé Nicolas Sarkozy, un propos repris ironiquement au cinéma dans le titre du film de Yannick Kergoat et de Mediapart, à sortir mercredi 8 janvier.

Dans leur longue et tourmente ordonnance de renvoi devant le tribunal (555 pages), les deux dernières juges d'instruction, Aude Buresi et Virginie Tilmont, rappellent les mille difficultés qu'elles ont rencontrées : le manque de moyens, « principalement un enquêteur et deux magistrats dont ce n'était évidemment pas l'unique dossier » pour rédiger 4759 procès-verbaux, dans un dossier qui comprend 73 tomes ; l'exfiltration, en 2012 par la France, de Bechir Sa-

ENTRETIEN

Justice

A compter de ce lundi et jusqu'au 10 avril, Nicolas Sarkozy est jugé aux côtés de 11 autres prévenus, dont trois ex-ministres (Brice Hortefeux, Claude Guéant et Eric Woerth), pour le financement libyen présumé de sa campagne de 2007. L'enquête judiciaire a été menée à partir d'une affaire révélée par Mediapart, transposée au cinéma dans *Personne n'y comprend rien*, qui sort en salles ce mercredi. Entretien avec le journaliste Fabrice Arfi, à l'origine du scandale.

Simon Antony

simon.antony@centrefrance.com

Le procès est historique. L'affaire tentaculaire. À faire pâlir un pool de scénaristes hollywoodiens. Derrière tout ça, 14 ans d'une enquête menée par deux journalistes de Me-

dant dix ans. Ce n'est pas un mano à mano entre un média et un Président. Je suis même stupéfait que personne n'ait jamais fait de Une sur cette affaire. Ne serait-ce que sur l'aspect terroriste, la France qui traite avec Senoussi

Sarkozy-Kadhafi : « C'est l'affaire des affaires »

diapart, Fabrice Arfi et Karl Laske. Nous vivons un moment d'histoire, dont on parle avec Fabrice Arfi.

■ **Des articles, un livre, une BD, maintenant un film. Il ne vous restera pas beaucoup de solutions pour faire entendre votre enquête.**

(rires) Non, bientôt des chaussettes et un mug. Les 156 ou 157 articles que nous avons écrits sont peu digestes et surtout, écrits au fil de l'eau, donc il n'y a pas de principe narratif. Nous essayons de multiplier les formes pour aussi attraper des publics différents. La BD ressort, par exemple, avec 20 pages supplémentaires. Nous avons un podcast aussi. Le film nous paraissait nécessaire. Pour nous, c'est l'affaire des affaires, tellement elle rencontre de dimensions différentes. Nous avons voulu aller sur le territoire de Nicolas Sarkozy qui a réussi à imposer son histoire. Il dit « Personne n'y comprend rien », on lui dit « Chiche ? ». Il faut du spectacle ? On fait du spectacle. Ce n'est jamais arrivé d'avoir un Président et trois ministres sur le banc des accusés.

■ **En quoi est-ce l'affaire des affaires ?** Il y a un aspect calque, d'accumulations. L'enquête de Mediapart met en évidence la corruption présumée, ce qui est prolongé par la justice. Nicolas Sarkozy veut enjambrer le fait que les meilleurs policiers de France ont enquêté pen-

(L'ex-bras droit de Kadhafi, NDLR). Ce n'est pas Mediapart qui le dit, ce sont les juges qui l'écrivent noir sur blanc. L'idée qu'il n'y a pas de preuve, c'est fou. Est-ce qu'il y a une photo de la remise de la valise ? Bien sûr que non. Mais le dossier est farci d'éléments matériels.

Dans les affaires financières, il n'y a pas de traces d'ADN. Mais on n'envoie pas un Président devant les tribunaux avec rien dans la besace. Le souci, c'est que médiatiquement, Nicolas Sarkozy a réussi à imposer sa version. Comme il avait fait sur l'affaire Bismuth. Alors que ça a été tranché des dizaines de fois.

■ **Et cette affaire, on l'oublie, a déclenché une guerre en Lybie. Comme l'Irak après 2001.** C'est très important. Patrick Haimzadeh, ancien diplomate à Tripoli, a démontré par A + B que les raisons d'entrée en guerre de la France sont fausses. Ce qui a été confirmé par une enquête britannique.

■ **Vous avez un doute sur l'issue du procès ?** La qualité du travail journalistique n'est pas jugée à l'aune de la justice. L'affaire des micros cachés au Canard Enchaîné en 1973 finit par un non-lieu. Est-ce que ça veut dire qu'il n'y avait pas de micros ? Bien sûr que non.

■ **Vous êtes un peu comme un scientifique du Giec face aux sceptiques ?** (rires) Je

suis persuadé que dans quelques années, les historiens regarderont l'époque Nicolas Sarkozy comme une parenthèse avec des ressorts mafieux dans la République. Il faut être patient.

■ **Comment expliquez-vous que les Français acceptent aussi facilement d'avoir des élus condamnés qui continuent à s'exprimer dans les médias, poursuivent leurs mandats...** C'est le carburant de mon intérêt pour la corruption : le mur du déni français. Deux chefs de gouvernements, deux Présidents délinquants,

Chirac et Sarkozy... Aucune démocratie ne connaît ça. La justice fonctionne bien, mais nous n'en tirons aucune conclusion. Comme si c'était un rhume de la démocratie. Mais c'est un cancer. Ça détruit tout. Quand on a Macron qui fait campagne en 2017 sur la moralisation de la vie publique et qui, une fois sur le trône, fait exactement le contraire... Kohler jugé. Dati jugée. Dupond-Moretti... Pour Dupond-Moretti, la Cour de justice de la République dit que le délit est constitué mais qu'on ne peut pas le juger. Elle invente une jurispru-

dence qui n'existe pas. En plus, il briguerait le poste de Laurent Fabius à la tête du Conseil constitutionnel. C'est un épisode de la série britannique *Black Mirror*.

■ **Concentration des médias, rachat des écoles de journalisme... Comment voyez-vous l'avenir ?** On voit que les puissances d'argent, les puissances idéologiques – en l'occurrence l'extrême droite – se sont alliées et travaillent en profondeur la société avec une visée particulière : détruire le journalisme. Détruire les faits. C'est l'ère de la post-vérité où la

vérité devient une opinion. L'extrême droite ne travaille pas seulement sur les médias, mais sur la haute fonction publique, sur la police... Comme Trump, comme Poutine, ils ont besoin de créer des réalités parallèles pour faire entrer des ronds dans des carrés. Ce n'est pas une question d'opinion vis-à-vis de l'extrême droite, c'est la survie du journalisme. ■

► **Film.** *Personne n'y comprend rien*, réalisé par Yannick Kergoat. Coauteurs : Fabrice Arfi et Michaël Hajdenberg. 1 h 44, en salle le 8 janvier.



FABRICE ARFI. « Ce n'est jamais arrivé d'avoir un président et trois ministres sur le banc des accusés. » PHOTO FRED MARQUET

ENTRETIEN

Justice

A compter de ce lundi et jusqu'au 10 avril, Nicolas Sarkozy est jugé aux côtés de 11 autres prévenus, dont trois ex-ministres (Brice Hortefeux, Claude Guéant et Eric Woerth), pour le financement libyen présumé de sa campagne de 2007. L'enquête judiciaire a été menée à partir d'une affaire révélée par Mediapart, transposée au cinéma dans *Personne n'y comprend rien*, qui sort en salles ce mercredi. Entretien avec le journaliste Fabrice Arfi, à l'origine du scandale.

Le procès est historique. L'affaire tentaculaire. À faire pâlir un pool de scénaristes hollywoodiens. Derrière tout ça, 14 ans d'une enquête menée par deux journalistes de *Me-*

Sarkozy-Kadhafi : « C'est l'affaire des affaires »

diapart, Fabrice Arfi et Karl Laske. Nous vivons un moment d'histoire, dont on parle avec Fabrice Arfi.

■ **Des articles, un livre, une BD, maintenant un film. Il ne vous restera pas beaucoup de solutions pour faire entendre votre enquête.**

(rires) Non, bientôt des chaussettes et un mug. Les 156 ou 157 articles que nous avons écrits sont peu digestes et surtout, écrits au fil de l'eau, donc il n'y a pas de principe narratif. Nous essayons de multiplier les formes pour aussi attraper des publics différents. La BD ressort, par exemple, avec 20 pages supplémentaires. Nous avons un podcast aussi. Le film nous paraissait néces-

saire. Pour nous, c'est l'affaire des affaires, tellement elle rencontre de dimensions différentes. Nous avons voulu aller sur le territoire de Nicolas Sarkozy qui a réussi à imposer son histoire. Il dit « Personne n'y comprend rien », on lui dit « Chiche ? ». Il faut du spectacle ? On fait du spectacle. Ce n'est jamais arrivé d'avoir un Président et trois ministres sur le banc des accusés.

■ **En quoi est-ce l'affaire des affaires ?** Il y a un aspect calque, d'accumulations. L'enquête de *Mediapart* met en évidence la corruption présumée, ce qui est prolongé par la justice. Nicolas Sarkozy veut enjambrer le fait que les meilleurs policiers de France ont enquêté pendant dix ans. Ce n'est pas un mano à mano entre un média et un Président. Je suis même stupéfait que personne n'ait jamais fait de Une sur cette affaire. Ne serait-ce que sur l'aspect terroriste, la France qui traite avec Senoussi

(l'ex-bras droit de Kadhafi, NDLR). Ce n'est pas Mediapart qui le dit, ce sont les juges qui l'écrivent noir sur blanc. L'idée qu'il n'y a pas de preuve, c'est fou. Est-ce qu'il y a une photo de la remise de la valise ? Bien sûr que non. Mais le dossier est farci d'éléments matériels.

Dans les affaires financières, il n'y a pas de traces d'ADN. Mais on n'envoie pas un Président devant les tribunaux avec rien dans la besace. Le souci, c'est que médiatiquement, Nicolas Sarkozy a réussi à imposer sa version. Comme il avait fait sur l'affaire Bismuth. Alors que ça a été tranché des dizaines de fois.

■ **Et cette affaire, on l'oublie, a déclenché une guerre en Lybie. Comme l'Irak après 2001.** C'est très important. Patrick Haimzadeh, ancien diplomate à Tripoli, a démontré par A + B que les raisons d'entrée en guerre de la France sont fausses. Ce qui a été confirmé par une enquête britannique.

■ **Vous avez un doute sur l'issue du procès ?** La qualité du travail journalistique n'est pas jugée à l'aune de la justice. L'affaire des micros cachés au *Canard Enchaîné* en 1973 finit par un non-lieu. Est-ce que ça veut dire qu'il n'y avait pas de micros ? Bien sûr que non.

■ ***Vous êtes un peu comme un scientifique du Giec face aux sceptiques ? (rires)***

Je suis persuadé que dans quelques années, les historiens regarderont l'époque Nicolas Sarkozy comme une parenthèse avec des ressorts mafieux dans la République. Il faut être patient.

■ ***Comment expliquez-vous que les Français acceptent aussi facilement d'avoir des élus condamnés qui continuent à s'exprimer dans les médias, poursuivent leurs mandats...*** C'est le carburant de mon intérêt pour la corruption : le mur du déni français. Deux chefs de gouvernements, deux Présidents délinquants, Chirac et Sarkozy... Aucune démocratie ne connaît ça. La justice fonctionne bien, mais nous n'en tirons aucune conclusion. Comme si c'était un rhume de la démocratie. Mais c'est un cancer. Ça détruit tout. Quand on a Macron qui fait campagne en 2017 sur la moralisation de la vie publique et qui, une fois sur le trône, fait exactement le contraire... Kohler jugé. Dati jugée. Dupond-Moretti... Pour Dupond-Moretti, la Cour de justice de la République dit que le délit est constitué mais qu'on ne peut pas le juger. Elle invente une jurispru-

dence qui n'existe pas. En plus, il briguerait le poste de Laurent Fabius à la tête du Conseil constitutionnel. C'est un épisode de la série britannique *Black Mirror*.

■ ***Concentration des médias, rachat des écoles de journalisme... Comment voyez-vous l'avenir ?***

On voit que les puissances d'argent, les puissances idéologiques – en l'occurrence l'extrême droite – se sont alliées et travaillent en profondeur la société avec une visée particulière : détruire le journalisme. Détruire les faits. C'est l'ère de la post-vérité où la vérité devient une opinion. L'extrême droite ne travaille pas seulement sur les médias, mais sur la haute fonction publique, sur la police... Comme Trump, comme Poutine, ils ont besoin de créer des réalités parallèles pour faire entrer des ronds dans des carrés. Ce n'est pas une question d'opinion vis-à-vis de l'extrême droite, c'est la survie du journalisme. ■

➡ **Film.** *Personne n'y comprend rien*, réalisé par Yannick Kergoat. Coauteurs : Fabrice Arfi et Michaël Hajdenberg. 1 h 44, en salle le 8 janvier.

Un film improbable pour une affaire hors norme

Le documentaire « Personne n'y comprend rien », qui résume l'affaire Kadhafi-Sarkozy, sort en salles demain. Il a été rendu possible par un financement participatif record

Voilà qui s'appelle avoir le sens du timing, ou celui des affaires : le film documentaire « Personne n'y comprend rien » portant sur l'affaire Kadhafi-Sarkozy sort en salles demain, deux jours après le début du procès à Paris qui doit décider de l'avenir de l'ancien Président et de ses douze coaccusés. Sobre dans sa forme, le film réalisé par Yannick Kergoat et coproduit par Mediapart revient chronologiquement sur les étapes clés d'une affaire hors norme révélée par les

journalistes Fabrice Arfi et Karl Laske. Entre deux images d'archives ou projections de documents tirés du dossier judiciaire, ces derniers apparaissent et commentent leur découverte progressive d'éléments qui ne dessinent rien moins que l'un des épisodes les plus rocambolesques de l'histoire contemporaine en France et dans le monde. Habilement titré à partir d'une citation de Nicolas Sarkozy lui-même répondant à une question à ce sujet sur un plateau de télévision, « Per-

sonne n'y comprend rien » réussit le pari de résumer une affaire extrêmement complexe sans mise en scène particulière mais grâce à un montage mettant en avant l'un après l'autre les personnages clés (Ziad Takieddine, Claude Guéant, Alexandre Djourhi, entre autres), décryptant les liens entre chacun et leurs interventions respectives.

Dix mille contributeurs

Mais les plus grandes prouesses de l'auteur et des producteurs du film sont sans doute d'avoir su lever, grâce à un financement participatif, plus de 500 000 euros de la part de 10 000 contributeurs – un record dans le cinéma français – et d'être parvenus à le tourner, le monter et le diffuser en moins d'un an, top chrono. Ce qui lui permet de sortir concomitamment au procès – au



Mouammar Kadhafi avait été reçu à l'Élysée par Nicolas Sarkozy en décembre 2007.
ARCHIVES ÉRIC FEFERBERG / AFP

risque de nuire à la sérénité des débats ?

« Personne n'y comprend rien » sort demain dans une quarantaine de salles, pour la plupart des cinémas indépendants. Ainsi, les Utopia dont celui de Bordeaux le projettent

dès le premier jour, tout comme le CGR Dragon de La Rochelle, l'Atlantique de Bayonne jeudi à 20 h 30 en présence du réalisateur, le Grand Club de Dax vendredi à 19 h 30 et le Méliès de Pau à partir du 29 janvier.

Gabriel Blaise

« Personne n'y comprend rien » : Sarkozy à la barre



Affiche

Note : 3/5

Août 2023, Nicolas Sarkozy s'exprime, dans Le Figaro, sur sa mise en examen pour financement illégal de sa campagne présidentielle de 2007. Accusé d'avoir reçu de l'argent du dictateur libyen Mouammar Kadhafi, il ne semble pas inquiet : « Les Français sont bien en peine de résumer ce qu'on me reproche. Personne n'y comprend rien »...

Yannick Kergoat (« Les Nouveaux chiens de garde ») tente de combattre cette affirmation à l'aide d'archives savamment commentées et en donnant la parole aux journalistes de Mediapart qui ont enquêté pendant plus de dix ans sur ce scandale d'État.

Le film donne, parfois, le vertige et laisse pantois d'admiration sur le travail effectué pour rendre lisible cette affaire, digne d'un thriller. Les faits, difficiles à appréhender pour le commun des mortels, sont, ici, synthétisés avec une précision implacable.

Ce documentaire pédagogique, qui sort opportunément deux jours après le début du procès de cette affaire, est un outil précieux pour la défense de la démocratie et de la liberté d'informer.

P.L.D.

Documentaire de Yannick Kergoat.

RADIOS & WEB RADIOS

Au Poste – ITW Yannick



Lundi 6 janvier

France Culture, Les Matins de France Culture "La Question du jour" – ITW Yannick
Lundi 6 janvier 2025

France Culture, Journal de 12h30 – ITW Fabrice (à partir de 04:20)
Lundi 6 janvier

France Info Radio, Le 7/10 « Le Grand Témoin » – ITW Fabrice
Lundi 6 janvier 2025

Fréquence protestante – chronique positive
Samedi 4 janvier
(pas de podcast)

Générique Presse (web radio) – chronique positive (à partir de 00:18)
Mercredi 8 janvier 2025

Radio Nova – ITW Yannick
Mercredi 8 janvier

Radio Nova, La Dernière – pré-roll avant l'émission (jusqu'à 00:19)
Dimanche 5 janvier

Radio Soleil – ITW Yannick

Samedi 4 janvier 2025

RFI, Tous les cinémas du monde « Invité Culture » – ITW Yannick

Mercredi 8 janvier 2025

RFI – ITW Yannick (web)

Lundi 6 janvier

RTL, RTL Soir – ITW Fabrice

Dimanche 5 janvier

TV & WEB TV

ARTE, 28 Minutes – ITW Fabrice (à partir de 01:50)



Mardi 7 janvier

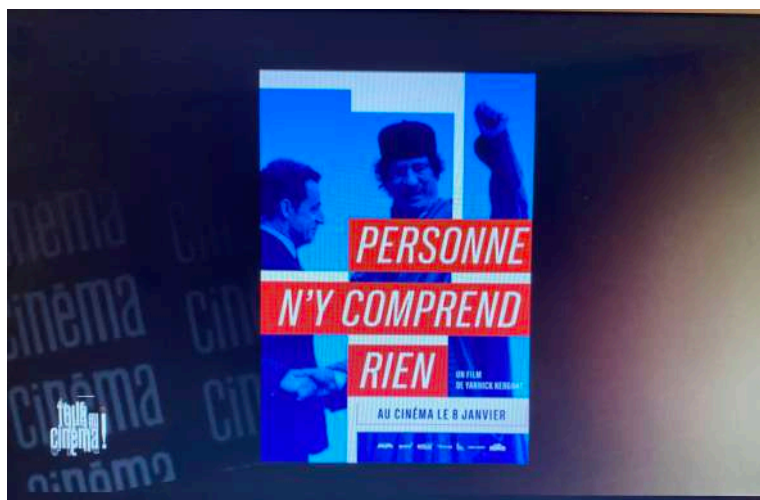
BLAST – ITW Yannick



Dimanche 5 janvier

CINÉ + OCS, Tous au cinéma – annonce sortie (à partir de 10:54)

Mardi 7 janvier



FRANCE 24, Parlons-en – ITW Yannick

Lundi 6 janvier



TV5 MONDE, 64' Le Monde en français « Grand Angle » – ITW Karl
Lundi 6 janvier 2025



TV5 MONDE, Journal d'Afrique – ITW Yannick
Lundi 6 janvier 2025



PRESSE WEB

Abus de ciné – critique ★ ★ ★/5

« *Le résultat consolide de bout en bout sa force d'action, peaufine jusqu'au bout sa quête de vérité, et s'impose in fine comme un solide document d'utilité publique.* »

Arts Culture Évasions – critique positive

« Ce film satisfera les amateurs de justice, de vérité et les passionnés par la politique ».

Attac – critique positive

« « Personne n'y comprend rien », c'est clairement la démonstration que la presse est un contre-pouvoir essentiel pour une démocratie. »

Avoir Àlire – critique ★ ★ ★/5

« *On ressort en tous les cas de ce documentaire fort instructif, totalement démunie face à une machine financière et politique qui broie tout sens de l'éthique.* »

Baz'art – critique positive

« *Un documentaire didactique clair, précis et de salubrité publique.* »

CitaZine – critique 3,5/5

« *Alors que s'ouvre le procès de l'affaire dite des financements libyens présumés, Personne n'y comprend rien revient, documents à l'appui, sur une affaire explosive qui pourrait se révéler devant les tribunaux comme un scandale vertigineux.* »

Critique-Films – critique 4/5

« *Personne n'y comprend rien montre les liens très forts entre un certain monde politique et un certain monde des médias.* »

FrenchTouch 2 – critique 4,5/5

« *Un documentaire exemplaire : précis, rigoureux, très bien documenté, très clair.* »

Kapitalis – critique positive

« *Plus qu'un simple documentaire, ce film est une mise en lumière des mécanismes d'un scandale qui dépasse les frontières de la politique française. Entre démocratie et dictature, il montre comment les rouages du pouvoir peuvent affecter des millions de vie.* »

LDH – annonce soutien + critique positive

« *Au-delà de l'aspect factuel du documentaire, le film a une indéniable fonction citoyenne : il redonne du sens et de la crédibilité au travail des journalistes d'investigation et il alerte sur la nécessité de se mêler de politique afin de sortir la gouvernance de notre pays des mains d'hommes accrochés au pouvoir pour leur enrichissement personnel et celui de la caste qu'ils servent.* »

Mr Mondialisation – post sur les réseaux sociaux

« *Yannick Kergoat et Médiapart mettent le journalisme de fond au service d'un film pédagogique qui compte bien lui donner tort [Nicolas Sarkozy] en retraçant le sombre scandale, point par point.* ».



Mr Mondialisation ✓

49 min · 🌐

...

« Les Français sont bien en peine de résumer ce qu'on me reproche. Personne n'y comprend rien »... Sarkozy au Figaro le 16 août 2023 dans une énième tentative de défense contre l'accusation de financement de sa campagne par le feu dictateur libyen Mouammar Kadhafi 😞 Personne n'y comprend rien ? Ah bon ?

Yannick Kergoat et Médiapart mettent le journalisme de fond au service d'un film pédagogique qui compte bien lui donner tort en retraçant le sombre scandale, point par point. Et soyons honnêtes, à la lumière de chaque révélation, les indignations fanfaronnes de l'ex chef d'Etat sur toutes les TV n'en sont que plus ridicules ! On se souvient encore du fameux "Quelle indignité !" face à Pujadas lors du débat des primaires de 2016... Il fallait oser. Toute sa stratégie reposant au fil du temps sur un pseudo complot judiciaire [#martyr](#).

Ce film d'intérêt général sort le 8 janvier 2025, soit, accrochez-vous, 2 jours après le procès historique qui jugera le 6 janvier l'ancien président et 12 de ses présumés complices dont : Claude Guéant, Brice Hortefeux, Eric Woerth, mais aussi les intermédiaires de l'ombre que furent Ziad Takieddine et Bechir Saleh...

Comme on le répète souvent ici : "Bien informés, les Hommes sont des citoyens ; mal informés ils deviennent des sujets" (Alfred Sauvy). Les corrompus le savent, à nous de nous en servir aussi. Et ce documentaire fait partie des sérieux moyens de contrer notre léthargie collective face à l'impunité politique.

Un partenariat [La Grande Distribution](#) et [Mr Mondialisation](#)

Onirik – critique mitigée

« *Le mérite de cette réalisation est de clarifier l'affaire pour le grand public qui n'en connaît que quelques bribes.* »

Policultures – critique positive

« *En somme, pour suivre le procès, Personne n'y comprend rien est une œuvre d'utilité publique.* »

Travellingue – critique 4/5

« *Un documentaire dont l'utilité publique est incontestable, même s'il ne préjuge pas de l'issue d'un long et très médiatique procès.* »

Trendys Le Mag – critique positive

« *Une leçon de journalisme magistrale pour un film politique engagé et important.* »

Unification – critique ★ ★ ★ ★ /5

« *Personne n’y comprend rien est un très bon documentaire permettant de comprendre nettement mieux une affaire entraînant un procès revenant sur la campagne présidentielle 2007 de Nicolas Sarkozy.* »

INFLUENCEURS

ASMR Politics – post annonce sortie en partenariat avec Médiapart

Lundi 6 janvier



Un film Médiapart

**Pour tout comprendre de
l'affaire Sarkozy-Kadhafi
rendez-vous au cinéma
dès le 8 janvier**



asmr_politics PERSONNE N'Y COMPREND RIEN - Un film @mediapart au ciné le 8 janvier, pour tout comprendre de l'un des plus gros scandales d'État de la 5e République, alors que s'ouvre cette semaine le procès.

Courrez-y, vous comprendrez encore plus pourquoi vous détestez Sarkozy et toute sa bande après!!

Un film de Yannick Kergoat, raconté par @florenceloiretcaille, avec @fabricearfi, @karllaske, @cage_julia, @daniboum116 @jour2fete_distribution

Partenariat rémunéré